No 24 du 2 février au 19 février 1978

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

Supplément à l'Humanité rouge No 817

L'Argentine à l'heure de la coupe du monde P. 14

3e congrès du PCMLF

LE PARTI PLUS FORT PARMI LES OUVRIERS ET LES PAYSANS



Les lecteurs ont la parole

Un lecteur nous fait part d'un certain nombre d'interrogations concernant les écologistes et l'attitude que nous avons adoptée à leur égard.

«Le fait que certains candidats écologistes ne se désistent ni pour la droite ni pour la fausse gauche est un acte politique, certes. Certains de ces candidats et le courant populaire qui les soutient a pu parfois faire l'expérience des politiciens et des partis bourgeois, ce qui explique pour quelques cas qu'il n'y ait pas de désistement pour la «gauche» ni pour la droite. Mais ce n'est pas toujours le cas ; le refus du désistement exprime souvent le refus passéiste du progés, le retour anarchique à la terre. Comment combattre ces tendances ? Soutenir une initiative positive comme le refus du désistement au deuxième tour est-ce suffisant, ne sommes-nous pas à la remorque de ce courant ?»

Pour répondre aux questions que nous pose notre lecteur, il faut d'abord donner notre point de vue sur le combat écologique. Luttant contre les nuisances et les pollutions diverses, les écologistes ont compris qu'elles étaient inhérentes à notre société et en sont venus à souhaiter un changement de société.

Les projets qu'ils font à ce sujet sont porteurs d'un certain nombre d'illusions, notamment autogestionnaires, mais témoignent, et c'est le principal, d'aspirations à en finir avec la société capitaliste. Certes, nous pouvons et devons expliquer aux écologistes que si les méfaits qu'ils dénoncent et combattent sont inhérents à notre société, c'est parce qu'elle est basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur la recherche de profit maximum. Nous devons également leur expliquer qu'il est possible de les combattre dans un autre type de société industrielle, la société socialiste, et leur donner notre point de vue sur le moyen d'instaurer une telle société.

Il ne s'agit donc nullement d'être à la remorque du courant écologique. Mais nous devons aussi dès maintenant et sans plus attendre, nous appuyer sur les aspirations et la pratique des écologistes qui les conduit à se défier de la droite comme de la gauche pour envisager des actions communes notamment lors de la bataille politique de 1978. Précisons à ce sujet les motivations qui amènent le courant écologique à ne vouloir se désister pour une bonne part ni pour la droite, ni pour la gauche. Il ne s'agit nullement comme a l'air de le penser notre lecteur de «refus passéiste du progrès», et de «retour anarchique à la terre» et il faut se garder, à ce sujet, de tomber dans le piège tendu par la gauche.

C'est par dépit, pour discréditer le refus de désistement et lui ôter sa signification progressiste, qu'elle colporte l'idée qu'il est lié à des tendances d'ailleurs assez minoritaires dans le mouvement écologique.

«Apolitisme de façade», «poujadisme», etc: les pressions n'ont pas manqué lorsque les écologistes ayant démasqué les politiciens de droite comme de gauche sur la base de leur expérience et des luttes sur le terrain ont mené à bien au sein d'«Écologie 78» un processus de clarification politique.

Nous avons quant à nous apprécié positivement ce processus qui a conduit les écologistes d'«Ecologie 78» à se regrouper ensuite avec «SOS environnement» pour former le «Collectif Ecologie 78» qui a décidé de prendre les élections comme tribune pour populariser le combat écologique, tout en refusant de se désister au second tour pour ne favoriser ni la droite ni la gauche.

Une telle attitude ne peut que contribuer à élargir le courant qui s'oppose à la droite comme à la gauche.

PROLETARIAT No 15

EDITORIAL DE JACQUES JURQUET : Réponse à Kanapa, à propos du mot d'ordre « Classe contre classe », critiqué dans « France nouvelle ». et programme de lutte des candidats d'« *Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* ».
IL Y A DIX ANS : PUYRICARD – Article de Camille Granot sur les luttes au sein du Mouvement communiste international et du mouvement ouvrier français qui ont conduit à la rupture avec le révisionnisme moderne et à la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

LUTTES OUVRIERES ET POPULAIRES : ORLAC-GILCA : Contribution des marxistes-léninistes à l'unité ouvriers-paysans. Article de Lucien Nouveau.

« LES TANNEURS ONT LA PEAU DURE », 3 ans de lutte des tanneurs du Puy contre tout licenciement – par les camarades du « Tanneur rouge ».

CRITIQUE POLITIQUE ET THÉORIQUE – « Démocratie française, démocratie avancée ou voie démocratique révolutionnaire ». Par André Druesne.

LA POLITIQUE MILITAIRE DE LA BOURGEOISIE : essai d'analyse des réformes en cours.
– Le social-impérialisme en Amérique latine, une politique de pillage vouée à l'échec.
– Réflexions sur un article de Chang Tchouen-kiao : « De la dictature intégrale du prolétariat ».

– Dessins satiriques et vérité
– Notes de lecture

Pour recevoir ce numéro, abonnez-vous :

UN AN , 52 F – ABONNEMENT DE SOUTIEN : 80 F, ou pensez à renouveler votre abonnement.
Sauf indications précises, reçues avant le 23 janvier, les commandes des diffuseurs de « Prolétariat » seront reconduites pour le No 15.

ADRESSE DE « PROLÉTARIAT » :
BP 320 – 13213 Marseille Cedex 1
CCP 213 089 H Marseille

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Politique intérieure

International

La France des luttes

Informations générales

Culturel

Etude

Rennes : Des milliers de travailleurs qui ont quitté la terre (pages 10 et 11)



Le PC italien : le pouvoir à tout prix ! (pages 16 et 17).

L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 1er trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef*, Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*

APPEL AUX TRAVAILLEURS

DU 3e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Travailleuses, Travailleurs,

Aujourd'hui, en France, c'est la crise. Les travailleurs le savent bien : licenciements, chômage, blocage des salaires, répression, endettement, ruine et exode pour les petits paysans, mesures racistes et expulsions pour les immigrés, avenir bouché pour la majorité des jeunes.

Pendant que la vie devient toujours plus difficile pour les travailleurs, une minorité d'exploiteurs s'approprie le fruit de leur travail et s'enrichit toujours plus. Cela montre crûment ce qu'est le régime capitaliste, système fondé sur *l'exploitation de l'homme par l'homme*, qui ne connait qu'une seule loi : *celle du profit*.

Oui, la crise du système est profonde. Elle atteint durement tous les gens du peuple, dans tous les domaines de la vie, et pas seulement en France, car c'est une crise mondiale.

Elle sévit dans tous les pays occidentaux, mais aussi dans les pays comme l'URSS où une nouvelle bourgeoisie, reniant la révolution socialiste, a instauré un capitalisme d'État.

La crise se manifeste aussi par les troubles, les tensions et les foyers de guerre allumés dans le monde, en particulier par les USA et l'URSS. En effet, dans la recherche du profit, les bourgeoisies impérialistes ne se sont jamais contentées d'exploiter les travailleurs de leur pays. C'est aussi en colonisant, pillant d'autres nations et peuples qu'elles ont bâti leur puissance et leur richesse.

C'est ainsi que les USA ont étendu leur domination et leur contrôle sur les pays du tiers monde, mais aussi sur les pays industrialisés d'Europe. Ils ont subi des échecs et sont affaiblis par la résistance des peuples.

L'URSS, de son côté, devenue une nouvelle puissance impérialiste, domine déjà toute l'Europe de l'Est et exige un repartage du monde. Cette rivalité pour la domination du monde conduit les deux superpuissances à préparer une troisième guerre mondiale.

Ainsi, le système capitaliste et impérialiste, c'est pour les peuples, l'exploitation et la guerre. L'intérêt et la volonté commune de tous ces peuples, c'est d'en finir avec ce système.

Au milieu de cette crise, les partis politiques de la bourgeoisie offrent le spectacle écœurant de leurs mensonges et de leurs querelles. Qu'ils soient de droite ou de gauche, leurs discours sur la solidarité ou les intérêts des travailleurs, cachent de plus en plus mal leurs véritables buts.

Les partis de la majorité ont fait leurs preuves depuis 20 ans. Ils représentent ouvertement le intérêts des patrons et des banquiers. L'objet de leurs querelles, c'est de savoir quelle est la meilleure solution pour faire payer la crise aux travailleurs.

Dans tous les cas, ils agissent pour sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie.

Sur le plan international, celle-ci poursuit l'exploitation coloniale de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et d'autres territoires. Elle a une politique néo-coloniale en Afrique et intervient même militairement contre les peuples, comme au Sahara occidental.

Si parfois elle s'oppose aux deux superpuissances, elle compose et cautionne aussi leur politique de fausse détente.

Les partis de l'opposition de leur

(Suite page 6)



PLEIN SUCCES DU 3e CONGRES DU PCMLF

Communiqué de presse

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France a réuni son IIIe Congrès, dont la préparation avait été précédée dans l'ensemble de la France par des assemblées générales de cellules, des conférences locales de comités de parti et des conférences régionales.

A son ordre du jour figuraient :

– 1) La présentation d'un rapport politique concernant la situation internationale, la situation en France, et l'ensemble des questions posées aux communistes marxistes-léninistes, aussi bien dans le Mouvement communiste international que dans notre pays.

– 2) La discussion générale de ce rapport, qui a été adopté à l'unanimité des délégués, moins une voix ;

– 3) La discussion du programme stratégique du parti, ainsi que de 23 résolutions ou motions concernant les problèmes immédiats ;

– 4) Les réunions des commissions chargées de faire la synthèse de la discussion générale, avant les votes du congrès sur chacune des résolutions. La plupart de ces dernières ont été votées à l'unanimité, quelques unes ont suscité quelques voix contre et quelques abstentions ne dépassant jamais le dixième des voix des délégués ;

– 5) La présentation d'un rapport d'organisation ;

– 6) La réunion de la Commission centrale de contrôle politique, chargée d'examiner les propositions relatives à la composition du nouveau Comité central, qui a été désigné ensuite à l'unanimité des congressistes ;

– 7) La discussion et le vote d'un appel aux travailleurs ;

– 8) L'intervention de clôture.

Le IIIe Congrès a constitué une manifestation éclatante de l'unité idéologique du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Il a également marqué un succès de son unité politique en définissant une ligne prolétarienne contre la bourgeoisie capitaliste française et contre les entreprises hégémoniques des deux superpuissances, notamment contre le danger principal que constitue le social-impérialisme soviétique. Il s'est déroulé dans d'excellentes conditions, grâce à une organisation remarquable.

La ligne idéologique, politique et organisationnelle fixée par le IIIe Congrès a rejeté fondamentalement la ligne issue du IIe Congrès, qualifiée de « bourgeoise » à l'unanimité. Une déclaration publique présentant l'autocritique du parti à propos de la ligne en cause, objet d'une rectification concrète depuis deux années, a été votée à l'unanimité. Ainsi, le IIIe Congrès a replacé le Parti communiste marxiste-léniniste de France dans la voie révolutionnaire prolétarienne qui avait présidé à sa naissance lors du 1er Congrès, réuni les 30 et 31 décembre 1967.

La composition sociale des délégués comprenait notamment :

– 37,2 % d'ouvriers
– 23,2 % d'employés
– 5,6 % de paysans
– 24,6 % d'enseignants
– 83 % de l'ensemble des délégués étaient aussi des militants syndicalistes.

Les congressistes ont observé une minute de silence à la mémoire de Mao Tsé-toung. Ils ont également rendu hommage à la mémoire de François Marty, ex-militant du Parti communiste français pendant 38 années, l'un des fondateurs du PCMLF, décédé en 1971.

Les journées de travail intense, soutenu des délégués ont été clôturées dans la joie et l'enthousiasme au chant de l'Internationale.

(Suite de la page 4)
côté, ont proposé pendant des années un remède miracle : le Programme commun. Ils ont répandu l'illusion que tout dépendait d'un changement de gouvernement. Ils ont cherché à canaliser les luttes au profit de leur victoire électorale.

Aujourd'hui, leur rupture a révélé leurs véritables intentions : leur problème n'est pas l'intérêt des travailleurs, mais la rivalité dans la conquête du pouvoir. Le PCF, en plaçant ses hommes à la tête des entreprises qu'il veut nationaliser compte installer en France un capitalisme d'État comparable à celui qui sévit en URSS. Tout en dénonçant hypocritement, et dans certains cas, la répression qui y règne, il présente cet État impérialiste comme une force de paix et soutient sa politique internationale.

En fait, les gaullistes, les giscardiens, le PS, le PCF, tous à un moment ou à un autre depuis la Seconde Guerre mondiale, ont participé au pouvoir. Cela n'a fondamentalement rien changé pour les travailleurs.

Ainsi, c'est clair : il n'y a rien à attendre du système capitaliste , il n'y a rien à attendre de tous ces partis bourgeois. Avec eux, malgré leurs promesses et leurs querelles, la crise va continuer à s'aggraver. L'exploitation de l'homme par l'homme sera poursuivie.

Les changements véritables ne peuvent venir de tous ces politiciens de droite ou de gauche, mais seront imposés par la lutte de ceux qui souffrent de ce système et qui seuls, ont intérêt à le changer : les travailleurs eux-mêmes. Ceux-ci n'ont pas à s'en remettre aux partis bourgeois. Ils ont besoin de leur *propre parti*, non pas un parti de plus qui cherche à vendre sa marchandise et à glaner des voix, mais un parti de combat qu'ils doivent construire eux-mêmes.

Déjà des ouvriers, et à leurs côtés des petits paysans, des employés et d'autres travailleurs révolutionnaires ont entrepris cette tâche en construisant depuis dix ans le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Le PCMLF s'adresse en particulier à toutes celles et à tous ceux qui ont fait confiance au parti socialiste et au PCF qui les ont conduits dans l'impasse. Les dirigeants du PCF déclarent qu'ils n'ont pas de stratégie de rechange.

Le PCMLF affirme qu'il existe depuis toujours une autre stratégie, qui se fonde sur les riches traditions de lutte de classe du mouvement ouvrier et révolutionnaire de France, y compris celles du Parti communiste français avant sa dégénérescence.

Le PCMLF appelle la classe ouvrière à lutter *classe contre classe*, c'est à dire :

— à s'unir, Français et immigrés, jeunes et anciens, hommes et femmes, pour lutter contre la bourgeoisie.

— à unir autour d'elle la paysannerie laborieuse, les autres travailleurs et toutes le victimes du système capitaliste.

Le PCMLF appelle :

— À forger dès maintenant cette unité dans les luttes immédiates pour de meilleures conditions de vie et de travail, contre les licenciements et le chômage, contre la hausse des prix, contre l'exploitation des travailleurs de la terre, contre l'élimination des petits paysans, contre le racisme, la répression et les atteintes aux libertés, etc.

— À soutenir activement la lutte des peuples et des pays opprimés du tiers monde qui se battent contre les menées agressives, la domination, l'oppression, le pillage que pratiquent aujourd'hui l'URSS et les États-Unis, et aussi dans certains pays, la bourgeoisie française.

— À lutter contre les deux superpuissances et à s'unir aux peuples d'Europe contre les dangers de guerre et particulièrement contre les menaces soviétiques en combattant l'esprit de capitulation.

Le PCMLF appelle la classe ouvrière et les travailleurs de France :

— À combattre jusqu'au bout pour le renversement de la bourgeoisie et la destruction du système capitaliste, pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

— À rejeter toutes les illusions sur les possibilités d'y parvenir avec de simples bulletins de vote, avec un simple changement de gouvernement, alors que serait maintenu l'État antipopulaire actuel, son armée, sa police, sa «justice», etc.

Ce sont ces luttes qui préparent la révolution socialiste et l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat reposant sur l'union des ouvriers et des paysans qui, seule, peut faire définitivement disparaître l'exploitation et l'oppression des travailleurs, qui seule peut assurer une véritable indépendance nationale et servir la cause de la libération des peuples du monde.

Ouvriers, paysans, employés, travailleurs révolutionnaires, le PCMLF est votre parti !

Il vous appelle à compter sur vos propres forces en rejetant tous les politiciens et tous les vieux partis traditionnels de la bourgeoisie !

Pour défendre vos intérêts de classe rejoignez-le, participez à sa construction et à son combat.

APPEL AUX TRAVAILLEURS

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !

Appel aux travailleurs du 1er congrès du PCMLF, les 30 et 31 décembre 1967.

Contre les politiciens bourgeois de plus en plus discrédités

CAMPAGNE UNITAIRE DES MARXISTES-LENINISTES

La campagne des législatives est bel et bien engagée. Les principaux partis de la bourgeoisie, les « quatre grands » (PR, RPR, PS, PCF) ont déjà commencé à sortir la grosse artillerie et les mass-média s'en emparent allègrement. Leurs leaders monopolisent quasiment les ondes.

De l'autre côté de la barricade, les marxistes-léninistes ont commencé à mener unitairement la bataille politique de 1978, contre la bourgeoisie de droite et de gauche, et d'avancer d'une manière décisive dans le processus d'édification d'un parti marxiste-léniniste unique dont la classe ouvrière et ses alliés ont tant besoin.



Giscard vient d'effectuer une tournée électorale en Bourgogne, tout comme son premier ministre Barre l'avait fait dans différentes régions.

La droite était sérieusement divisée quant à la tactique à adopter vis-à-vis de ses rivaux dits de gauche, qui veulent gérer à sa place le système capitaliste.

Aussi Giscard, dans son discours d'une démagogie extrême, à Verdun-sur-le-Doubs (Saône-et-Loire) a-t-il cherché à ressouder sa « majorité » qui risque d'être battue les 12 et 19 mars prochains.

Tous les sondages publics, ces derniers temps, donnent les partis de gauche majoritaires.

Chez Giscard et Chirac, il y a maintenant, réciproquement, tendance à mettre un peu les pouces à leurs querelles.

Les commis-voyageurs de la prétendue gauche s'époumonnent tout autant. Mais Marchais également a adouci ses sarcasmes vis-à-vis de ses partenaires du Parti socialiste.

Des politiciens discrédités

A cette temporisation, il y a une raison bien simple : le discrédit vis-à-vis des « électeurs » ! Il faut dire que tous ces démagogues ont été sérieusement étrillés par l'opinion publique, lors de l'émission des « Dossiers de l'écran » du 17 janvier. A celle-ci, étaient invités les leaders des six principaux partis bourgeois. Les gens invités qui posaient des questions et des milliers de téléspectateurs qui regardaient l'émission, ont réagi en rejetant (plus ou moins clairement) ces politiciens. Ils sont saturés de leurs querelles internes interminables assorties de la multitude de promesses démagogiques qu'ils ne tiennent jamais. Certains ont dit clairement que ces politiciens véreux étaient sans intérêt !

Il est apparu plus clairement que jamais, que, quelle que soit l'étiquette qu'ils se donnent, ces « leaders » se moquent éperdument des travailleurs et ne pensent qu'en terme de siège de députés !

L'alternative est ailleurs

L'allégresse d'un certain nombre de travailleurs après la signature du Programme commun (PCF-PS-RDG), en



Comme les marxistes-léninistes n'ont pas pour but de rassembler leurs seuls militants et sympathisants, ils ont élaboré une plate-forme comme base de rassemblement des travailleurs : l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Un Comité d'initiative national, et plus particulièrement un secrétariat, s'occupe d'organiser l'édition du matériel nécessaire (plate-forme, affiches...).



Intervention du représentant du PCRml à Paris, le 27 janvier, lors d'un meeting de l'Humanité rouge.

juin 1972, est partie en fumée.

La droite, qui est au pouvoir, les travailleurs en subissent trop les conséquences pour se faire des illusions sur un hypothétique changement ou « redressement ».

Si le débat est un peu le même à chaque élection, par contre la situation n'est pas la même en 1978 que pendant les législatives de 1973.

Les partis de gauche ont connu une progression électorale aux cantonales et aux municipales, due essentiellement au mythe que leur alliance était au service des travailleurs. Leur rupture a montré que seul le rapport de force au sein du gouvernement capitaliste les intéressait.

C'est pourquoi la situation est favorable pour montrer aux travailleurs que l'alternative est ailleurs, en dehors et contre ces partis bourgeois. La situation est favorable au renforcement sensible du courant marxiste-léniniste.

La campagne unie des marxistes-léninistes

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France vient de fêter, dans l'enthousiasme, son 10e anniversaire, 10 années de luttes au service de la classe ouvrière, de la paysannerie et des masses populaires, parmi lesquelles il s'édifie et se renforce continuellement.

Un événement encore plus important, c'est la tenue victorieuse de son 3e congrès, qui marque un nouveau pas en avant dans son édification.

Ces deux questions ont été largement abordées au meeting organisé par l'Humanité rouge, à Paris le 27 janvier.

Si le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) va évidemment largement populariser les documents concernant sa ligne politique adoptée au 3e congrès, cette campagne est à rattacher à la campagne commune, décidée le 16 janvier entre le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml). Cette question de première importance était largement présente le 27 janvier.

L'intervention faite à la tribune, ce soir-là, par un camarade du PCRml était une manifestation vivante de la volonté unitaire des deux partis.

Nous avons d'ailleurs publié, dans notre quotidien du 28 janvier, des lettres qui témoignent de l'enthousiasme que suscite l'unité d'action des marxistes-léninistes qui sont les seuls à offrir aux travailleurs des perspectives.

Cette campagne unitaire, sur la base de la déclaration des deux partis, est un coup porté aux révisionnistes et à leurs valets trotskistes qui sont plus divisés que jamais. Un meeting commun de nos deux organisations marxistes-léninistes est prévu à Paris entre le 12 et le 19 mars.

MEETINGS REGIONAUX-PARUTION D'UN 4 PAGES

Le Comité d'initiative de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne a décidé l'organisation de grands meetings régionaux pour soutenir les campagnes politiques des candidats qu'il présente aux élections législatives.

L'un de ces meetings aura lieu à Paris, le 26 février 1978, dans la grande salle de la Mutualité, avec la participation de tous les candidats de la région parisienne.

A la même date, ou à des dates très rapprochées, suivant les possibilités de salles, auront également lieu des meetings à Rennes, Lyon, Marseille et Bordeaux. Un autre meeting régional sera organisé à Lille, à une date différente.

Le Comité d'initiative de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne a décidé la publication de quatre pages communes dans les deux quotidiens l'« Humanité rouge » et le « Quotidien du peuple », chaque semaine (l'édition sortant à Paris le vendredi, daté du samedi, susceptible de bénéficier de la vente militante).

Cette édition de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne est parue pour la première fois dans les numéros sortant à Paris le vendredi 3 février mais datés du samedi 4 février 1978.

Que les comités régionaux et locaux de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne fassent immédiatement connaître leurs besoins pour la diffusion militante, soit au siège de l'Union, 3, rue Jean Robert, Paris 18e (Tel : 607 23 75) — permanence les mercredis de 18 à 20 h et samedi de 15 à 17 h — soit directement aux quotidiens eux-mêmes.

L'appel des candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Pas de désistement

La question du désistement ou non au second tour des élections législatives est une question importante. Sans même attendre les résultats du premier tour, les candidats de *l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* ont, d'ores et déjà, annoncé leur décision de ne se désister ni pour la droite ni pour la gauche. Pourquoi ?

Cette position de non-désistement est, pour les marxistes-léninistes, une question de principe dont l'expérience a mille fois montré la justesse.

A l'heure où la gauche, le PCF et le PS, ont, selon les sondages, la possibilité d'arriver au pouvoir, il est vrai que chaque voix va compter. Si les marxistes-léninistes ont décidé de ne pas se désister, c'est parce que la gauche n'est pas une solution pour les travailleurs, pas plus que ne l'est la droite aujourd'hui ; cette droite dont nous faisons l'expérience chaque jour : chômage, vie chère, hausse des prix...

Les leçons de l'expérience

Quand nous disons que la gauche n'est pas une meilleure solution que la droite, nous nous basons sur la pratique de la lutte des classes en France et dans le monde. Par exemple, c'est chaque jour que nous voyons des responsables syndicaux qui suivent la ligne des partis de gauche, tenter par tous les moyens de briser les luttes qui leur échappent, de détourner les revendications des travailleurs.

Et les dirigeants de la gauche ne sont-ils pas au pouvoir, dès aujourd'hui, dans les municipalités qu'ils dirigent ? Or, dans ces municipalités, les impôts locaux augmentent, les expulsions (parfois à la demande de la mairie) ont lieu comme partout ailleurs, les maires demandent que les flics et les commissariats soient plus nombreux et que ne soit pas dépassé un certain seuil de travailleurs immigrés dans leur commune...

Dans le monde, il existe des régimes politiques proches d'un parti comme le PS (en Allemagne de l'Ouest, par exemple) ou d'un parti comme le PCF (en URSS par exemple). Là aussi, la pratique démontre que la politique que suivent les dirigeants de ces pays est absolument et directement contraire aux intérêts des travailleurs.

Les leçons de l'histoire

Notre conviction repose aussi sur les enseignements de l'histoire. Chaque fois que Mitterrand, Mollet ou Blum ont été au pouvoir, ils ont mené une politique contre les intérêts de la classe ouvrière, ils se sont même opposés par la force aux grèves ouvrières, comme en 1936.

Les dirigeants du PCF ont été moins souvent au pouvoir que ceux du PS. Mais n'est-ce pas Thorez qui, en 1945, appelait les travailleurs à « produire, produire, produire », au service du gouvernement capitaliste dont il était ministre ?

Nous nous refusons, au nom de l'intérêt de la classe ouvrière, à appeler les travailleurs de France à voter pour que soit appliquée, à l'échelle nationale, une telle politique demain en France ! De même que nous refusons d'appeler les travailleurs à « faire l'expérience » de la gauche au pouvoir. Cette « expérience », la classe ouvrière de France l'a faite hier et elle la fait aujourd'hui encore. Tirons-en les leçons !

De plus en plus nombreux

Cela veut-il dire que les marxistes-léninistes sont une petite poignée de sectaires isolés ? Absolument pas. De plus en plus de travailleurs de notre pays commencent à rejeter clairement tout l'arsenal de promesses électorales, de tripatouillages, de beaux discours des candidats de droite ou de gauche. De plus en plus de travailleurs aussi rejettent, chaque jour, dans leur usine, l'influence des chefs syndicaux qui veulent appliquer une ligne au service des partis de gauche.

Nous lançons un appel à tous ces camarades. Avec eux, nous travaillerons à l'unité, mais une véritable unité de classe, contre la droite et la gauche.

De même, les candidats de *l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* sont prêts à envisager tout soutien aux candidats, écologistes par exemple, qui refusent en toute clarté de se désister pour la droite ou la gauche.

C'est la seule attitude conforme aux intérêts de notre peuple : ni gauche, ni droite !

Philippe LECLERQ

Le 22 juillet 1945 à Waziers dans le Nord, Thorez, dirigeant du PCF, appelle les mineurs à produire au maximum : «Produire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe.» Or en fait, Thorez participe à un gouvernement capitaliste. Ce que produisent les mineurs, c'est le capitalisme qui en tire profit.



Les législatives de 78 et nous

Aujourd'hui: Rennes

Des milliers de travailleurs qui ont quitté la terre

La campagne sera résolument tournée vers la classe ouvrière, et en premier lieu, vers celle de Citroën, qui subit l'exploitation et l'oppression la plus féroce.

Citroën, avec ses 13 000 OS, doit devenir le bastion du prolétariat en lutte contre le capitalisme. Le candidat de Rennes-Sud qui se présente sur la liste d' *Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne*, les côtoie tous les jours.

« *Citroën rouge* », bulletin des marxistes-léninistes de Citroën, publie régulièrement leurs revendications les plus urgentes (salaire, conditions de travail), mais aussi celles qui remettent en cause le système capitaliste, responsable de cette exploitation et de cette oppression, et présente les axes de lutte des marxistes-léninistes. Autant de choses qui font que les candidats pourront parler de Citroën, développer le point de vue des ouvriers auprès d'autres travailleurs.

A Citroën, comme à Eternit (une usine de briques), ce sont des milliers de travailleurs qui ont quitté la terre. Certains habitent encore à la campagne et aident leurs femmes qui continuent la petite exploitation. Le lien sera ainsi réalisé avec la petite paysannerie, ce qui constitue aussi un axe prioritaire de la campagne électorale : l'unité des ouvriers et des paysans, le développement de la lutte des petits paysans (luttes contre la taxe de coresponsabilité laitière, etc.), la lutte contre les fermetures d'entreprises à la campagne (usine de granit Bertrand à Sens, celle de jouets à Dingé, celle des meubles Currilev à Saint-Germain-sur-Ille, etc.).

La campagne des candidats de l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* sera une campagne de soutien aux luttes ouvrières, à celles des employés du commerce (Prisunic, Bati décors...), aux luttes dans le bâtiment (Hellouin-Lemarchant, la Rennaise de préfabrication...), dans le textile, l'électronique, l'imprimerie, le secteur public (SNCF, PTT...).

Ils feront aussi connaitre les luttes populaires qui se développent sur les quartiers, comme celle que mènent les locataires de Villejean contre l'entreprise de chauffe, la SOBREC.

La Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) pourra se faire l'écho des luttes de la jeunesse, celle des CET, des lycées et facultés contre la sélection bourgeoise, mais aussi celle des élèves-infirmières en formation, celle des jeunes ouvriers des foyers de jeunes travailleurs, celles des jeunes qui affrontent le chômage, la répression policière dans les quartiers.

Les candidats parleront aussi des luttes des éducateurs sociaux contre la conception bourgeoise de l'animation, contre la répression dans les différentes MJC et surtout celle de Grand Cordel.

Enfin, ils interviendront pour dénoncer les mesures Stoléru, les campagnes racistes et pour mettre en avant l'unité de la classe ouvrière.

Cette campagne axée sur les luttes des masses populaires, s'oppose à celle des partis bourgeois de gauche comme de droite que nous combattons fermement.

F.L.G



Cette brochure est toujours disponible
Prix 5F
Passez vos commandes à APN-Éditions, BP 279, 75886, Paris Cedex 18

Citroën : la rentrée d'une équipe.



Jean Gabriel Le Cam candidat

Jean-Gabriel Le Cam, 24 ans, marié et un enfant, sera le candidat de l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne*, dans la circonscription de Rennes-Sud.

Actuellement, il travaille comme électricien pour le compte d'une petite entreprise qui, elle-même, travaille pour Citroën. Il côtoie tous les jours les ouvriers de ce bagne capitaliste où sévit l'ex-CFT (appelée maintenant CSL). Sa candidature est notamment soutenue par la cellule Gaston Monmousseau du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), qui fait un travail clandestin depuis plusieurs années dans l'entreprise.



En raison des accords récents survenus avec le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml), nous ne connaissons pas encore le candidat de l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* pour la circonscription de Rennes-Nord.

CONTRE LES BOURGEOISIES DE DROITE ET DE GAUCHE

La droite sera représentée à Rennes par les candidats RPR : Cressard pour Rennes-Nord et Le Douarec pour Rennes-Sud. C'est le cabinet de Le Douarec (il est avocat) qui assume la défense des individus de la CFT, du SAC et des CDR. Quant à Cressard, c'est le représentant de la grande paysannerie et des notables ruraux qui se sont enrichis sur le dos des petits paysans.

La droite présente aussi Me Abbegg pour le PR et Galène pour les radicaux. Tout cela forme une grande famille que les travailleurs connaissent bien : celle qui saisit et expulse dans les quartiers populaires, celle qui exploite dans les entreprises.

Voila qui sont
les candidats
de la droite.

Depuis les dernières municipales, la gauche a remplacé la droite à la municipalité. Les candidats seront Hervé pour le PS et Rolland pour le PCF.

Sur Rennes-Nord, Benoist pour le PCF et Boucheron pour le PS. Boucheron est conseiller économique auprès des patrons. Benoist est permanent du PC puis conseiller municipal ; cela fait déjà longtemps qu'il ne représente plus les intérêts des travailleurs.

La politique de Hervé et de ses conseillers municipaux peut se résumer ainsi par «le changement dans la continuité». Le changement c'est le bluff, tout ce qui ne coûte rien comme l'ouverture du parc Oberthur au public.

On s'attardera plus sur la continuité assurée par la nouvelle bourgeoisie de gauche.

Beaucoup de travailleurs se sont fait des illusions sur l'équipe à Hervé, comme ceux de la Stur (entreprise municipale de transport public) qui ont continué leur grève jusqu'aux élections municipales. Benoist (PCF) leur nouveau patron ne leur a rien accordé, pas même le remboursement des journées de grève.

Il continue l'oeuvre de Fréville en matière d'urbanisme en favorisant le centre-ville (allées piétonnières...) par rapport aux quartiers populaires, les gros commerçants qui réclament la fermeture du marché des lices. A Villejean, les locataires avaient obtenu par leur lutte que Fréville fasse un arrêté interdisant la circulation des poids lourds. Ils ont rappelé à Hervé ses promesses d'avant les élections. Ce que Fréville a concédé d'une main, Hervé l'a repris de l'autre : les poids lourds [illegible].

A Villejean toujours, la municipalité devient amnésique quand les locataires lui rappellent ses engagements concernant leur lutte contre la société de chauffe, la Sobrec. Le comité de coordination de l'action chauffage... connait pas !

Les restructurations d'entreprise, les licenciements, sur ce terrain Hervé et ses conseillers s'y engagent résolument, mais du mauvais côté.

Aux papeteries de Bretagne, les travailleurs occupent pour refuser les licenciements. La municipalité les démobilise en organisant des tables rondes d'exploiteurs.

Pour faire le maximum de profits, Prisunic a décidé de se restructurer, de transformer le supermarché classique, qui subit la concurrence des grandes surfaces situées à la périphérie de Rennes, en un palais de la viande. Cela veut dire des licenciements en masse. Hervé a signé le permis de construire pour ce palais, ce qui revient à autoriser et même favoriser ces licenciements.

Quant au PCF, on le voit à l'oeuvre dans les maisons des jeunes et particulièrement à celle du Grand Cordel qui est la maison «pilote» pour le PCF ; ses conceptions de l'animation y sont pleinement mises en application à tel point que les animateurs qui osent les remettre en cause doivent faire face à la répression. Récemment, une animatrice a été licenciée. La lutte se poursuit avec le soutien des parents de la commission enfance.

Hervé a soutenu ce licenciement en le qualifiant de «décision démocratique».

Voila qui sont les candidats
de la gauche !

Barre en Chine

Un accord conforme à l'intérêt des peuples

Au terme de la visite de Barre en Chine, de ses discussions avec Hua Kuo-feng et Teng Siao-ping, ainsi que d'autres dirigeants chinois, un important accord de coopération a été signé. Et surtout les liens entre la Chine et la France se trouvent resserrés : la prochaine visite en France du président Houa Kouo-feng en témoigne.

Les échanges économiques entre les deux pays vont connaître un développement considérable puisqu'il est question qu'ils soient quintuplés en quelques années. Mais ce n'est là qu'un aspect des accords conclus lesquels englobent, outre les échanges économiques, la coopération scientifique, technique et culturelle.

C'est la première fois qu'un tel accord, valable pour cinq ans, est signé entre la République populaire de Chine et un pays capitaliste occidental, ce qui ajoute encore à son importance. Cette coopération accrue traduit de façon évidente la volonté des deux pays de resserrer leurs liens.

Convergences de vues

« La Chine et la France ont de nombreux points de vue identiques ou proches sur des problèmes internationaux, d'importance majeure », a déclaré Teng Siao-ping. Comment une telle convergence de vue, indissociable de tels accords, peut-elle exister entre la France capitaliste et la Chine, pays socialiste ? C'est que la France fait désormais partie d'une catégorie particulière de pays capitalistes, les pays du second monde.

Tout en restant un pays impérialiste de second ordre, elle se trouve elle-même menacée par les superpuissances, ravalée à leurs yeux à l'état de proie. Bien plus, sa situation géographique en Europe, point-clé de la rivalité qui oppose l'URSS aux USA, fait d'elle une proie privilégiée.

Pour préserver son indépendance, elle est amenée à s'unir aux autres pays européens, dans le cadre de l'Union européenne, et si son caractère impérialiste la pousse à persister à vouloir opprimer les pays du tiers monde qui lui paraissent à sa portée, elle tend aussi, par réalisme, à rabattre ses prétentions et à traiter de plus en plus souvent avec le tiers monde, et ceci, davantage sur un pied d'égalité.

Cette tendance explique, par exemple, l'aide apportée au Zaïre face à l'agression soviétique, l'attitude assez souvent positive dans le cadre du dialogue Nord-Sud. Certes, ce n'est pas sans arrière-pensée, mais elle n'a plus guère non plus les moyens de réaliser ses arrières pensées. Pour préserver son indépendance en tant que pays capitaliste, face aux préparatifs de guerre des superpuissances, la France tend donc à s'engager dans une voie qui peut en faire, au niveau mondial et globalement, l'alliée des peuples et des pays du tiers monde contre les superpuissances, ennemies principales de tous les peuples du monde.

Gagner la France au front antihégémonique

La Chine, pays socialiste du tiers monde, joue un rôle particulièrement important dans la construction d'un front uni antihégémonique le plus large possible, unissant non seulement les pays du tiers monde, mais également, dans la mesure du possible, ceux du second monde, qui ont objectivement intérêt à s'opposer aux superpuissances.

Un tel front est susceptible de retarder l'échéance de la guerre en rendant plus difficile l'agression et de permettre aux prolétariats et aux peuples du monde de se préparer davantage encore à y faire face.

C'est pourquoi, Teng Siao-ping et les autres dirigeants chinois, tout en combattant la tendance du gouvernement français à céder à la politique d'apaisement de l'URSS, tout en insistant sur la nécessité de ne pas se faire d'illusions sur la détente, mais au contraire *« d'indiquer aux peuples la source et le danger de guerre »* a souligné les convergences importantes qui existent, d'ores et déjà, et permettent de resserrer les liens dans le cadre du front antihégémonique. Comme il l'a déclaré, le développement des rapports entre la France et la Chine *« est conforme non seulement à l'aspiration des deux peuples, mais aussi aux intérêts des autres peuples du monde »*.

J.N.

Teng Siao-ping et Raymond Barre au cours d'une réception officielle.



«Nos camarades affectés à la propagande ont pour tâche de diffuser le marxisme. Il s'agit de le faire progressivement et bien, de manière à obtenir une adhésion de plein gré. On ne peut faire accepter le marxisme par la contrainte, mais seulement par la persuasion.»

« Pour apprendre le marxisme, il ne suffit pas de l'étudier dans les livres ; c'est surtout par la lutte des classes, le travail pratique et les contacts avec les masses ouvrières et paysannes qu'on arrive à le faire sien réellement».

« Le révisionnisme est une forme de l'idéologie bourgeoise. Les révisionnistes effacent la différence entre le socialisme et le capitalisme, entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Ce qu'ils préconisent est en fait non pas la ligne socialiste, mais la ligne capitaliste. Dans les circonstances présentes, le révisionnime est encore plus nuisible que le dogmatisme. Une tâche importante nous incombe sur le front idéologique, celle de développer la critique contre le révisionnisme.»

CES 3 CITATIONS SONT EXTRAITES DE L'INTERVENTION DE MAO TSE-TOUNG A LA CONFERENCE NATIONALE DU PCC SUR LE TRAVAIL DE PROPAGANDE (12 mars 1957) publiée dans

LE TOME V DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG

L'édition reliée 29 F **L'édition brochée 20 F**

Passez vos commandes ou achetez-le à
E 100, 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Disponible également aux Herbes sauvages 70 rue de Belleville 75020 Paris **et à La Force du Livre** 33 rue Leynaud 69001 Lyon

Argentine **Coupe du monde de football**

Marchais et Videla risquent de déchanter

La coupe du monde de football, ce sport qui a toujours plus d'adeptes dans le monde aura lieu le premier juin prochain en Argentine.

Cette coupe a déjà provoqué bien des débats et polémiques. Georges Marchais a affirmé, à cette occasion, que «une chose est le sport, autre chose est la politique.»

Une chose : les stades remplis de spectateurs, le jeu des équipes et, pourquoi pas le sifflet de l'arbitre...et autre chose: les 20 000 disparus, les camps de concentration, les deux religieuses et les 28 citoyens français enlevés en Argentine, l'abandon du pays à l'étranger, et la misère du peuple.. Pour monsieur Marchais ce sont là d'autre choses !

C'est là exactement l'opinion de la dictature de Videla, qui entend faire de cette coupe «une fête du sport». Il y a quelques jours, l'ambassadeur d'Argentine au Brésil Oscar Camillon, soutenait qu'«il y avait pas à s'inquiéter de ce qui pourrait arriver durant la coupe du monde parce que le public argentin qui va aux stades de football n'est pas formé d'intellectuels.»

Pour Marchais, l'apolitisme ; pour la dictature, l'ignorance. Deux faces de la même monnaie, l'appui à la dictature de Videla.. Les deux pensent avoir trouvé un peuple sans pensée ni sentiment, comme si la faim, la repression et la trahison du pays étaient une question d'intellectuels ou de conscience..

Mais les généraux fascistes ne se fient pas tellement à cette prétendue ignorance du peuple... Des gendarmes allemands se chargeront de la transmission télévisée à l'extérieur des matches de football pour éviter qu'apparaissent sur les écrans des manifestations hostiles à la junte militaire. Qui veut acheter son entrée au stade doit le faire en présentant ses papiers d'identité qui sont enregistrés sur ordinateur ; la dictature connait aussi les moindres détails sur ceux qui vont ou non assister aux matches. 10 000 soldats de l'amée, en plus de la police et de la gendarmerie, s'occuperont de la «sécurité».

Pour Videla et Marchais : une fête pour l'«exportation» ; pour le peuple argentin : la misère, les balles, la répression.

500 millions de dollars, prêtés par le Fonds monétaire international seront utilisés pour faire de cette «coupe» *«un événement qui améliorera l'image internationale de l'Argentine»*, comme l'a affirmé dans une récente conférence de presse à Paris le général Merlo, directeur du comité d'organisation de la coupe mondiale de football.

L'autre face de la réalité, c'est le budget de la santé publique qui atteint à peine 150 millions de dollars et l'état misérable des hôpitaux dans tout le pays.

Les sociaux-impérialistes soviétiques, qui ont appuyé la dictature depuis le début, ont envoyé récemment une mission technique à Buenos Aires pour *«étudier le système d'organisation et de sécurité et l'appliquer à Moscou aux Jeux olympiques de 1980.»*

Munich 1936, Argentine 1978, Moscou 1980.. Mais il existe une fausse note dans tout cela : c'est le peuple argentin. *«Arrêtons maintenant la lutte avec les augmentations acquises, et préparons de nouveaux combats pour la coupe mondiale»* ont dit de nombreux ouvriers après la récente vague de grèves et de sabotages d'octobre-novembre 1977 ; à ceci s'ajoute le fait que, depuis le coup d'état de mars 1976, les terrains de football se sont convertis en Centre d'agitation politique contre la dictature de Videla.

Diverses organisations politiques et syndicales antidictatoriales, parmi lesquelles on trouve le PC(ml) d'Argentine, coordonnent aujourd'hui leurs forces pour que cette coupe mondiale commence par une vague de luttes secouant l'Argentine et démontrant au monde entier ce qui se passe dans le pays; il existe en ce moment un fort courant dans les syndicats clandestins pour déclarer la grève générale le 1er juin, jour où s'ouvrira la coupe mondiale.

Les «dépolitisés» de Marchais et les «idiots» de Videla n'hésitent pas à dissiper le voile de fumée que les fascistes et révisionnistes veulent mettre sur ce qui se passe en Argentine .

Le Parti communiste (marxiste léniste) d'Argentine appelle le peuple argentin à lutter et à descendre dans la rue, à utiliser cet événement pour le transformer en l'opposé de ce que souhaite la Junte.

Le PC(ml)A appelle l'opinion publique mondiale à dénoncer avec force les crimes de la dictature et à faire connaitre au monde entier les luttes héroïques du peuple argentin.

Le PC(ML)A appuie fermement toutes les formes d'expression internationale qui utilisent cette coupe pour isoler encore plus la dictature et accèlérer sa déroute.

Transformer cette coupe de vitrine du fascisme en une fenêtre du combat populaire est un devoir du peuple argentin et des forces progressistes du monde entier.

Ernesto FUENTES



«Hitler : 1936 Videla 1978»

En France se développe actuellement une grande campagne pour le boycott de la coupe mondiale de football qui va se dérouler en Argentine. 200 comités se sont formés dans diverses villes de France.

Le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine soutient le point de vue qu'il est nécessaire d'utiliser cette occasion pour dénoncer encore plus la dictature, soutient cette campagne

Le siège du comité organisateur du boycott de la coupe mondiale de football (C.O.B.A.) est situé 14, rue, de Nanteuil Paris XVe.

En bref

• Afrique du Sud

Une association internationale de juristes dont le siège est à Bruxelles a lancé mercredi un nouvel appel à la lutte contre le régime sud-africain.

L'association rappelle que depuis 1963, cinquante personnes ont été assassinées dans les prisons et dans les locaux de la police et que chaque année, un demi million de Sud-africains sont arrêtés et incarcérés au terme des lois sur le contrôle d'identité, les «pass-laws». Cent mille détenus se trouvent en permanence dans les prisons du pays où deux exécutions capitales par pendaison ont lieu chaque semaine, ajoute l'association.

Depuis juin 1976, on dénombre 1 300 morts, victimes de la répression et 700 détenus attendent d'être jugés. De février à novembre 1977, 144 personnes ont été jugées pour des motifs politiques au cours de 95 procès et totalisent 898 années de prison, indique encore l'association.

Elle exige l'arrêt des tortures et des meurtres de détenus et la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, elle demande que soit reconnu le droit du peuple d'Afrique du Sud à lutter par tous les moyens, y compris la lutte armée, contre le régime raciste et presse les gouvernements à observer l'isolement total de l'Afrique du Sud dans les domaines politique, économique, militaire, diplomatique et culturel.

• Rhodésie

Plus de 1 000 soldats rhodésiens ont été tués par les guerilleros de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) dirigée par Robert Mugabe au cours de la période allant de juin à octobre 1977, annonce mardi le *«communiqué de guerre numéro 14»* publié à Maputo.

Ce communiqué, ajoute que plus de 73 véhicules de l'armée rhodésienne ont été détruits, des hélicoptères abattus et plus de huit camps anéantis. D'autre part, le *«communiqué numéro 14»* met l'accent en donnant de nombreux exemples concrets, sur la participation de la population à la lutte armée contre les soldats du régime raciste de Rhodésie.

Ces chiffres publiés par la ZANU reflètent bien l'intensification de la lutte armée que menent depuis cinq ans les forces de libération nationales du Zimbabwe contre le régime raciste Rodhésien.

• Cambodge

A l'issue d'un voyage privé qu'il vient d'effectuer au Cambodge (Kampuchéa), M. Oeberg ambassadeur de Suède en Thaïlande, vient de faire un certain nombre de déclarations sur ce qu'il avait vu. Il a notamment mis en doute la bonne foi des soi-disant réfugiés qui font des déclarations fracassantes sur la situation «catastrophique» qui règne dans le pays. *«Ce que j'ai vu, a-t-il dit, c'est une grande activité partout, dans l'agriculture, dans la construction. Mais je n'ai pas vu de gens creuser des canaux avec leurs mains, comme on l'a écrit dans la presse occidentale, ni des gens utilisés comme des bêtes de trait, ni des brigades de travailleurs forcés, ni la destruction de toutes les maisons en pierre, comme on l'a affirmé.»*

M. Oebert a ajouté : *«La révolution cambodgienne est un fait sans précédent, elle surprend et elle fascine»*.

Le PC italien

LE POUVOIR A TOUT PRIX

L'Italie se débat actuellement dans sa 37e crise gouvernementale depuis la dernière guerre. Cette crise n'est cependant pas tout à fait comme les autres puisqu'elle risque de déboucher sur l'entrée au gouvernement du PCI, ou, du moins, sur une situation telle que le PCI ne se contente plus de tolérer simplement le gouvernement mais se décide à le soutenir encore plus ouvertement.

En mars 1976, le gouvernement Aldo Moro est dissout. Il est à bout de souffle et il ne veut pas s'engager dans une procédure de référendum sur l'avortement alors qu'il vient de subir un échec sur le divorce. Les élections sont inévitables et elles débouchent sur une spectaculaire progression des révisionnistes du PCI.

Avec 34,4 % des députés, ils ne dépassent pas la Démocratie chrétienne mais ils s'affirment, au dépend des autres petites formations comme *«l'interlocuteur du gouvernement»*. Les élections municipales leur ont donné les grandes villes : Rome, Turin, Bologne... Ils peuvent envisager pour de bon de postuler à la gestion de l'État bourgeois. Ils le peuvent d'autant plus que des idées, ils n'en manquent pas.

Il faut avant tout sortir le pays de la crise et, pour cela, se serrer la ceinture. C'est un programme qui ne déplait pas fondamentalement à la grande bourgeoisie. Agnelli, le PDG de Fiat, est d'ailleurs un ardent défenseur du *«réalisme du PCI»*. Toute cette politique de collaboration de classe se concrétise par la théorie du *«compromis historique»* et par la signature, en juillet dernier, de l'accord des partis de *«l'arc constitutionnel»*.

On entend par là les six principaux partis qui défendent l'ordre bourgeois en place. Démocratie chrétienne, PCI, partis socialiste, républicain, social-démocrate et libéral s'engagent à ne pas renverser le gouvernement minoritaire d'Andreotti. Seule, la Démocratie chrétienne soutient ouvertement, les autres partis se contentant de s'abstenir.

Un plan, le «programme économique minimum», est élaboré en commun. La première mesure concrète est d'ailleurs un renforcement de l'*«ordre public»*. Le million et demi de chômeurs est de plus en plus difficile à contrôler par les partis traditionnels.

Aujourd'hui, ce million et demi est devenu 1,8 million. Le plan de redressement des six partis a échoué, l'inflation a augmenté de 6 % l'an dernier et les masses y voient de plus en plus clair dans le jeu des partis. Cette prise de conscience est particulièrement nette à l'encontre du PCI. En un an, son organisation de jeunesse a perdu 10 % de ses adhérents et la base conteste fortement la politique du *«compromis»*.

C'est ce qui explique le changement intervenu dans la position du PCI. Pour ne pas se discréditer totalement, il se met à jouer les «durs» : plus besoin de soutenir de l'extérieur le gouvernement Andreotti, il veut désormais ses ministres. Faisant ainsi d'une pierre deux coups, il se dédouane en rendant le gouvernement seul responsable d'une politique qu'il a cogérée pendant un an et il impose l'épreuve de force pour accéder au pouvoir.

A ses exigences, la Démocratie chrétienne, soutenue en cela par Washington, répond par un «non» catégorique. Le PCI, appuyé par trois des quatre partis de l'«arc» fait alors savoir qu'il retire son soutien, même tacite au gouvernement : c'est la crise. Aucun parti bourgeois n'ayant, (dans la situation de luttes populaires actuelles) intérêt à des élections anticipées, la situation semble bloquée. Renouvelé dans ses fonctions de Premier ministre, Andreotti poursuit ses consultations pour tenter de former un nouveau gouvernement. A l'intérieur même de la Démocratie chrétienne, on trouve deux courants. L'un se résignant à une entrée au gouvernement des révisionnistes, l'autre s'y refusant totalement et allant jusqu'à envisager la possibilité d'un coup de force.

Entre ces deux voies, qu'Andreotti doit choisir s'il veut éviter d'être contraint à organiser de nouvelles élections. Cette dernière solution n'est toutefois pas à exclure totalement.

F.L.

QUI A DIT ?

«La lutte contre le chômage doit faire passer au second plan les revendications légitimes des ouvriers pour améliorer leurs conditions»... «Nous ne pouvons plus obliger les entreprises à entretenir à leurs dépends un nombre de travailleurs supérieur à leur capacité productive, ni continuer à prétendre que l'aide pour chômage partiel soit attribuée de façon permanente aux travailleurs en excédent»... «l'expérience des dernières années a confirmé que, si le niveau salarial est trop élevé par rapport à la productivité, l'emploi aura tendance à baisser...»

Quel est le politicien italien, brillant économiste bourgeois, qui propose cette série de mesures qui ne sont, ni plus ni moins, qu'une ressucée du plan Barre français ? Le chômage, c'est la faute des salaires qui sont trop élevés, l'État doit subventionner les entreprises pour embaucher du personnel, et surtout, si vous voulez qu'on s'en sorte, pas de luttes, pas de grèves. Non, ce n'est pas Andreotti, démocrate-chrétien, ce n'est pas non plus un «économiste distingué» genre Barre version italienne, c'est tout simplement Luciano Lama, révisionniste éminent et secrétaire général de la CGIL, équivalent italien de la CGT.

Le démocrate-chrétien Aldo Moro, le socialiste De Martino et le révisionniste Berlinguer : bientôt ensemble au pouvoir contre les travailleurs.





Une affiche du PCI : « Le moment est grave la discorde ne sert à rien, il faut l'unité » Un appel du PCI à la démocratie-chrétienne.

LE PC ITALIEN ET LA DEMOCRATIE CHRETIENNE BALANCENT LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Il existe dans la Constitution italienne un article qui prévoit que, à chaque fois que 500 000 citoyens en feront la demande, un référendum devra être organisé pour annuler ou éventuellement modifier une loi ou des mesures prises par le gouvernement. C'est là, dans le cadre des lois bourgeoises, une mesure présentant un certain caractère démocratique. C'est ainsi, par exemple, qu'a pu être légalisé, en 1974, le divorce.

Il y a deux ans, le gouvernement Aldo Moro avait préféré dissoudre le parlement et organiser de nouvelles élections générales plutôt que d'affronter un référendum sur l'avortement. Aujourd'hui, la question est à nouveau posée ainsi que huit autres projets ayant tous atteint le nombre de signatures nécessaires.

La Cour constitutionnelle a pu, sous différents prétextes juridiques, en rejeter quatre, portant sur les liens de l'Église et de l'État et sur la discipline militaire. Elle n'a pu, cependant, refuser les autres qui portent principalement sur le refus des lois votées en commun par le PCI et la Démocratie chrétienne. Ces mesures concernent le «maintien de l'ordre». (Il s'agit d'une série de mesures de type fasciste qui assimilent à des terroristes tous ceux qui s'opposent à l'ordre bourgeois, et qui renforcent les possibilités de répression contre eux). Ces mesures, le peuple italien n'en veut pas et les grands partis le savent bien. Ils vont donc s'efforcer de modifier ces lois rapidement afin d'éviter les référendums. On peut d'ores et déjà supposer que ces modifications seront de pure forme mais elles traduisent bien la crainte que ressentent les deux grands partis bourgeois devant le mouvement de masse.

Pour l'avenir, ils entendent bien prendre leurs précautions pour éviter d'être mis à nouveau dans un tel embarras, surtout les révisionnistes alors qu'ils sont sur le point d'entrer au gouvernement et qu'ils savent que leur politique d'austérité ne sera pas supportée longtemps par le peuple. Ils proposent tout simplement de doubler le nombre de signatures nécessaires pour poser un référendum et de le porter à un million.

BOLIVIE

ECLATANTE VICTOIRE DU PEUPLE SUR LE FASCISME

La dictature fasciste instaurée par un coup d'état du général Banzer le 21 août 1971, avec l'appui de l'impérialisme américain, a rencontré dès ses premiers jours la résistance du peuple bolivien.

Non à la terreur fasciste

La politique économique de Banzer se traduit par des chiffres clairs. La dette externe atteint 2 800 millions de dollars, le coût de la vie a augmenté de 259 %, selon les chiffres officiels, de 1971 à 1976, le revenu moyen des paysans est de 50 dollars par an, le salaire annuel d'un général 18 000 dollars.

Cela s'accompagne d'une politique constante de terreur. En 1974 les paysans qui se lèvent en masse pour demander une augmentation du prix d'achat des produits agricoles sont massacrés par centaines à Tolata. Le 9 novembre de la même année, le régime met hors la loi les syndicats remplacés par des « coordinateurs » nommés par le gouvernement. En 1976, face à la mobilisation des mineurs qui n'ont jamais cessé de lutter des districts miniers sont occupés par l'armée et transformés ainsi en de véritables camps de concentration.

Non à l'institutionnalisation du fascisme

Toutes ces mesures sont vaines. Le peuple ne désarme pas pour autant et le régime plongé dans une crise de plus en plus aiguë annonce le 9 novembre 1977 une « ouverture démocratique » et « l'institutionnalisation » du régime par le biais d'élections présidentielles organisées pour le 9 juillet 1978. Cela répond également à la volonté du président Carter, de « diviser les gorilles », comme on dit en Bolivie, et de redorer l'image du fascisme.

Banzer annonce le 21 décembre une amnistie politique.

Il s'agit là d'une sinistre mascarade. 20 dirigeants politiques ou syndicaux sur les 200 emprisonnés et les 300 assignés à résidence dans tout le pays sont libérés. Banzer explique que les « délinquants politiques » sont exclus de l'amnistie.

Quant à l'institutionnalisation que prétend instaurer Banzer, c'est l'institutionnalisation du système fasciste dont le peuple ne veut pas. Il a annoncé en effet que l'armée continuera à jouer son rôle « d'arbitre » et « d'institution tutélaire ». Quant aux élections, on sait d'avance qu'elles seront truquées et que le candidat officiel sera immanquablement élu. Mais ces concessions trompeuses constituent également un signe de faiblesse de la dictature qui tente de faire face à la résistance populaire. Peine perdue.

Le peuple ne se laisse pas tromper et ne cesse pas sa lutte dans l'espoir d'une quelconque victoire électorale. Au contraire : la dictature montre des signes de faiblesse ; on va la faire reculer davantage. C'est là une loi de la guerre populaire, poursuivre l'ennemi en déroute, et la grève de la faim qui débute le 28 décembre revêtira des caractères de guerilla avec un harcèlement continu de la dictature jusqu'à ce qu'elle se retrouve encerclée par les forces populaires, avec la participation de petits groupes de grévistes de la faim dans tout le pays et la grève massive de l'armée des mineurs et des ouvriers d'usines, avec la constitution d'un vaste front des couches populaires et de tous les antifascistes du pays.

UNE VOIX QUI A ETE ENTENDUE

Après avoir fait une analyse clairvoyante de la situation nationale, Oscar Zamora, premier secrétaire du CC du PCBML affirme le 14 décembre dans une déclaration à la presse :

« Les travailleurs boliviens ont une longue tradition de lutte et une claire conscience de classe, et sans aucun doute ils imposeront très bientôt la pleine application des droits et des libertés syndicales ».

« Le régime est en crise et ne peut plus agir sur le cours des événements, c'est pourquoi il usera tantôt de manœuvres politiques tantôt de la répression, en s'affaiblissant chaque jour davantage. D'un autre côté, le peuple renforce chaque jour plus son unité et dans la lutte il accumule des forces et en accumulera jusqu'à se constituer en un facteur déterminant qui imposera des changements fondamentaux ».

Et le 23 décembre, 5 jours avant la grève, il affirme :

« Nous l'avons dit et nous le répétons, il n'y a que deux chemins : ou bien ils (les fascistes) institutionnalisent le système par la fraude électorale ou la continuité sans élections, ou bien le peuple lutte pour imposer par l'action directe des masses, ses libertés et ses droits, entre autres l'amnistie générale sans exception ».



Un fantastique combat unitaire

Le 28 décembre, 4 femmes de mineurs et leurs enfants, tout de suite rejoints par sept autres femmes entament une grève de la faim à l'archevêché de La Paz. Elles exigent une amnistie totale pour les prisonniers et les exilés politiques, le retrait des troupes des districts miniers, le rétablissement du droit syndical, la réembauche des travailleurs licenciés pour leur activité politique ou syndicale.

Que peuvent ces quelques femmes et leurs enfants contre le formidable appareil de répression du fascisme ? Beaucoup. Car elles savent que leurs revendications répondent aux aspirations de tous les travailleurs. Elles ont conscience que leur lutte est une lutte de classe et qu'elles peuvent compter sur la solidarité de tous leurs frères de classe et tous les antifascistes, qui sont légion. Elles savent que la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB) et que l'avant-garde du prolétariat, le Parti communiste de Bolivie marxiste-léniniste (PCBML) organiseront la lutte à leurs côtés. Elles ont raison. Dès le début les manifestations d'appui affluent de tout le pays et le nombre des grévistes va augmenter de jour en jour jusqu'à atteindre plus de 1 400 dans dix villes du pays tandis qu'à l'étranger les antifascistes se mobilisent également. Les épouses des exilés politiques et leurs enfants, les mineurs, les paysans, les étudiants, les prêtres progressistes, les professeurs, les membres des professions libérales, bref tout le pays se joindra à leur mouvement. Les grévistes symbolisent l'union du peuple contre le fascisme.

58 000 mineurs se mettront en grève, à l'appel de la FSTMB, et des milliers d'ouvriers d'usines, pour soutenir les grévistes. Dans le bus, dans les marchés, on n'entend plus parler que d'eux.

La dictature va tout tenter pour arrêter le mouvement. Le 9 janvier, elle affirme qu'elle ne cèdera pas devant une poignée « d'éléments subversifs ». Deux jours après elle se déclare prête à négocier. Mais négocier pour Banzer, cela veut dire faire céder les grévistes avec de vagues promesses. Ça ne marche pas. Les grévistes ne cèdent pas un pouce de terrain.

Le 14 janvier, il tente la répression : la police arrête un groupe de grévistes, non pas à La Paz, mais à Oruro où la résistance, pense-t-elle, sera moindre. Quelques heures après, elle est obligée de les mettre en liberté. Elle décide de frapper alors à Santa Cruz, la ville la plus « favorable » à Banzer selon les fascistes. 60 flics entrent dans une église pour y arrêter 15 grévistes, malgré le droit d'asile dont jouissent les églises en Bolivie. C'est un nouvel échec. Le clergé progressiste, qui a soutenu les grévistes dès le début, se lève en masse et les autorités ecclésiastiques menacent d'excommunier ceux qui violeront les lieux de culte. La dictature est de plus en plus isolée. Elle prétend pourtant prouver le contraire et — dernière trouvaille géniale des intellectuels du fascisme — elle prépare une grève d'appui à Banzer ! Tout le trafic urbain est interdit par la police qui patrouille dans la ville pour empêcher les travailleurs de se rendre à leur travail.

Le lendemain, c'est la grève, vraie celle-ci, de 58 000 mineurs et des ouvriers des usines dans tout le pays.

Le 17, 120 grévistes de la faim sont arrêtés dans tout le pays. Indomptables, ils continueront leur grève dans les locaux de la police. C'est de nouveau l'échec pour le gouvernement.

Le 17 janvier à minuit Banzer cède. Il annonce une amnistie générale pour tous les prisonniers et exilés politiques mais en exclut les « ennemis de la Bolivie ».

Ultime tentative pour tromper les grévistes. Rien n'y fait. Ceux-ci annoncent qu'ils continueront la grève tant qu'ils n'auront pas obtenu d'assurances formelles.

Banzer est obligé de se plier à nouveau aux exigences des grévistes. Le 18 au matin, il annonce :

— l'amnistie générale pour tous les Boliviens emprisonnés, exilés, ou en résidence surveillée pour cause politique ou syndicale,

— réembauche de tous les mineurs licenciés pour les mêmes motifs,

— les travailleurs réembauchés le seront dans leur poste antérieur avec la même catégorie et ancienneté,

— le gouvernement s'engage à garantir la liberté et la sécurité des grévistes et de tous ceux qui les ont soutenus.

C'est la victoire ! La dictature fasciste a plié.

Le 22 janvier enfin, le ministre de l'Intérieur annonce « qu'étant donné le climat de paix qui règne dans le pays » (!), le gouvernement lèvera l'interdiction des syndicats. Cela est fait le 24.

C'est une victoire sans précédents depuis l'instauration du régime fasciste qui confirme de façon éclatante l'analyse du PCMLB sur la faiblesse réelle du fascisme malgré sa puissance apparente et sur la capacité de lutte du peuple qu'il a guidé et organisé avec justesse malgré la répression et les conditions de clandestinité.

Pierre DELAUBE

— 28 décembre : 25 grévistes de la faim à La Paz
— 5 janvier : 83 à La Paz et Cochabamba
— 6 janvier : 133 à La Paz, Cochabamba et Oruro
— 10 janvier : 400 à Potosi
— 13 janvier : 1 080 à Sucre, Tarija, Santa Cruz
— 14 janvier : 1 120 à Trinidad et Llalagua
— 15 janvier : 1 283 à Siglo XX et Caracoles
— 16 janvier : 1 383 à Mexique
— 17 janvier : on perd le compte. Des grèves de solidarité sont organisées à Paris, en Suède, en Belgique, au Vénézuela, au Pérou.
— 17 à minuit : le gouvernement fasciste cède.



Dès le putsch fasciste de 1971, la lutte a commencé.

CNRS

Malgré la CGT, les grévistes s'organisent

Les personnels administratifs du CNRS sont en grève depuis le mercredi 14 décembre.

Leur principale revendication : la parité de la prime avec les techniciens. Les techniciens touchent en effet une prime deux fois par an (ordre de grandeur : un mois de salaire). Les administratifs ne touchent pas cette prime, mais seulement quelques heures supplémentaires modulables, c'est-à-dire à la tête du client. Bonne occasion pour diviser le personnel.

Sous la pression de la base, le mot d'ordre de grève reconductible tous les jours en assemblée générale a été lancé par les syndicats CGT et CFDT le 13 décembre, au niveau national. Ce mot d'ordre a été le signal de la grève un peu partout, surtout en région parisienne. Au niveau national, un comité de coordination a été élu pour coordonner l'action des différents centres.

A Gif-Orsay, les administratives reconduisent leur grève tous les jours en assemblée générale. La grève est suivie très largement. *Elles ont élu un collectif pour diriger leurs affaires elles-mêmes*, car, disent-elles, «nous sommes en majorité des femmes et des non syndiquées», et elles prennent leurs affaires en mains.

Leur collectif comprend 6 femmes non syndiquées sur 12 élues. L'action est soutenue par les syndicats, mais c'est le collectif qui dirige la lutte.

Elles veulent lutter sur le seul problème de la prime, pour l'instant, de façon, ayant leur objectif principal, à mener une lutte dure et gagner rapidement. Par leur grève, elles bloquent effectivement toute la machine



administrative.

A chaque manifestation au siège du CNRS, quai Anatole France, à Paris, la direction refusant de recevoir le comité de coordination (elle ne veut voir que les syndicats), les filles n'ont pas hésité, à plusieurs reprises, à monter en force dans les bureaux pour faire recevoir le comité.

Les dirigeants de la CGT s'emploient actuellement dans les faits à briser la lutte, tout en disant la soutenir. Depuis le 21 décembre, la CGT a quitté le comité de coordination national. Ses arguments : ce n'est plus un simple comité de coordination, ça prend des initiatives à la place du personnel (comprenez à la place de la CGT). D'autre part, c'est la pagaille, c'est une tribune pour insulter la CGT.

La conséquence, c'est que dans tous les centres où la CGT est hégémonique, elle reprend en mains actuellement la lutte *sous sa direction*, refusant la direction du comité de coordination. C'est ainsi qu'au quai A.-France, un tract intersyndical (signé CGT-CFDT) très combatif n'a pas été distribué, remplacé par un tract de trois pages... CGT !

C'est ainsi que dans la 4e circonscription Orsay-Gif, Orsay (fief CGT) ne veut plus, depuis janvier, travailler avec Gif dans le collectif, et cherche à faire ses réunions à part.

Voilà comment les dirigeants CGT n'hésitent pas à créer la division, parce qu'ils veulent le pouvoir pour eux, affaiblissant ainsi la lutte.

Il vont ainsi à l'encontre de la tactique classe contre classe de la CGT d'avant-guerre, qui travaillait au contraire à l'unité syndiqués-non syndiqués dans la lutte.

Malgré tout, la combativité du personnel est encore très forte. Beaucoup, y compris dans la CGT y voient clair.

La grève s'étend en province. Le ministère des Finances a fini par demander au CNRS un dossier.

Correspondant HR

La CGT a bien changé !

De nombreux travailleurs, parmi ceux attachés depuis de longues années à leur syndicat, en ont souvent une conscience douloureuse : la CGT a bien changé.

La main tendue a remplacé le poing fermé ; cette initiative venait des mêmes qui l'ont ensuite rendue officielle dans leur parti : le PCF.

L'objectif de la disparition du salariat fut supprimé des statuts, tout comme récemment la «dictature du prolétariat», décrétée nulle et non avenue «dans les conditions nouvelles de notre époque» disparaissait du programme du PCF, après avoir été gommée dans les faits depuis longtemps.

Dans le temps, CGT était synonyme de lutte; les grandes grèves, les manifestations, y compris les plus dures, c'était la CGT. Quiconque se révoltait contre le capital était assuré de son soutien. En être dirigeant n'était pas une synécure : la bourgeoisie les jettaient parfois en prison (comme elle le fit peu avant la dernière guerre pour Pierre Semart que les nazis purent ainsi prendre et assassiner).

Ceux qui étaient pour l'entente avec un gouvernement capitaliste, on les dénonçait comme jaunes, collabos et les Jouhaud n'avaient pas bonne presse !

On ne pouvait alors imaginer la CGT joignant sa voix à celles de ministres ou de partis bien connus comme réactionnaires, pour condamner des luttes populaires anti-capitalistes.

Mais cela a changé.

Rappelez-vous en 1968, Séguy après Marchais, condamnant le mouvement étudiant, Séguy enterrant le mouvement à Grenelle, et l'un et l'autre clamant depuis : «Il n'y aura plus de Mai 68 !»

Rappelez-vous les mêmes, renvoyant dos à dos Overney et son assassin, absents lorsque 200 000 personnes suivirent l'enterrement de ce jeune ouvier ; et encore eux, s'opposant de fait, à la lutte des LIP en 1973; n'étaient ils pas aussi absents des grandes luttes contre le nucléaire, et notamment à Malville qu'ils avaient par avance dénoncés, assurant les forces de répression de leur «neutralité» : soutien en fait ?

Ils discourent souvent, paradent en tête des cortèges des journées d'action et la seule voie qu'ils ouvrent est celle du Programme commun, ou de sa «bonne réactualisation».

Mais sur le terrain, où conduit leur ligne ?

A Thionville, ils ont fait manifester pour la nationalisation de la sidérurgie, mais l'usine n'a pas été occupée et maintenant elle est vide.

A St Nazaire, l'énorme pétrolier Bellamya occupé par les grévistes, ils l'ont fait évacuer et les travailleurs sont rentrés les mains vides !

A Dubigeon, c'est la dispute entre CGT et CFDT, et c'est pour les travailleurs la division et l'échec, après 2 mois de grève.

A L'EDF-GDF, c'est la lutte interrompue sous les pressions du patronat et du gouvernement.

Lorsqu'il y a des succès, c'est à leur obstination et à leur fermeté que les travailleurs le doivent : pas à ces dirigeants qu'ils trouvent même parfois contre eux, comme les résidents des Foyers Sonacotra !

Bref, les dirigeants de la CGT se sont faits les champions de la dénonciation des «gauchistes», aventuristes, qui rêvent de révolution etc. , ils se sont faits les champions du «syndicalisme responsable», comprenons : le tapis vert avec les patrons et les cortèges publicitaires avec les travailleurs, hier pour l'Union de la gauche, aujourd'hui pour leurs élus et «pour que vive le programme commun.»

Pendant des années et des années, ils ont tout fait pour que les travailleurs comptent sur un changement de gouvernement et non sur leur lutte, pour que la CGT soit la «courroie de transmission» du PCF et applique sa ligne électoraliste, pour porter des ministres PCF au gouvernement !

Et cette ligne, ils l'ont imposée !

Aujourd'hui, il faut les voir, Seguy en tête, se défendre de ce que le PCF dirige la CGT.

Autrefois, du temps où le PCF était un parti communiste, cela ne faisait bondir que les patrons : la bourgeoisie capitaliste faisait tout pour empêcher les communistes de prendre la tête des syndicats : licenciements, emprisonnements, scissions ou tentatives de scission.

Les travailleurs, eux, trouvaient bien normal que, par exemple, le Parti communiste, état-major de combat de notre peuple contre le nazisme, coordonne et commande toutes les formes de lutte : armée, syndicale et autre contre l'occupant : ils l'acceptaient et le souhaitaient car le PCF représentait leurs intérêts.

Mais aujourd'hui ce parti est devenu un parti bourgeois, trempé jusqu'au cou dans les combines et calculs électoraux ; les dirigeants de la CGT, pourtant membre du PCF, n'osent plus se réclamer de sa direction !

C'est que bien des travailleurs se rendent compte que la CGT, aux mains d'un tel parti, ce n'est plus une arme de combat pour leurs intérêts de classe, immédiats comme à long terme !

Aujourd'hui, le courant pour que la CGT soit indépendante du PCF, pour que le syndicalisme soit une arme pour abattre le capitalisme est un courant important ! Nombreux sont même les adhérents de base du PCF qui ne s'en réclament pas dans leur entreprise et se limitent à l'activité syndicale !

Et quand Séguy chante l'air de l'indépendance de la CGT à l'égard du PCF, que traduit son mensonge ? Il traduit ce fait que le révisionnisme moderne ce venin distillé dans la classe ouvrière pour l'endormir et la tromper, ça ne marche plus !

C'est cela qui change aujourd'hui dans la CGT.

Jacques DUROC



Milices armées, chiens policiers : sur notre photo, à la nouvelle imprimerie du Parisien Libéré, face à une manifestation des travailleurs du Livre.
A Renault, à Citroën, CFT ou soi-disant service de sécurité, elles ont déjà un lourd passé d'exactions et de crimes : Overney, Pierre Maitre...
Elles sévissaient dans les grandes entreprises ; les voilà dans les plus petites ! A Pujaut, l'accès de l'usine est interdit par une milice armée avec chiens policiers... A l'heure actuelle (26 janvier 1978), les travailleurs sont enfermés dans l'usine avec interdiction de sortir. Le ravitaillement en nourriture se fait par les soins du patron...

Pujaut (près d'Avignon)

UN NOUVEAU NEGRIER

La Provence où existent de nombreuses entreprises petites et moyennes, a connu ces temps derniers un certain nombre de luttes qui ont révélé divers aspects particulièrement odieux et rétrogrades de l'exploitation que font subir à leurs «esclaves salariés» les petits et moyens patrons de la région. Furnon s'est fait le chef de file de ce patronat dont les conceptions ont fourni la base de l'Union des Français de bon sens (UFBS). Dans ce sinistre groupement à coloration fasciste qui couvre de ses slogans cette région et l'inonde de sa propagande, Biancone, le patron de PPB Provence à Pujaut a assurément sa place !

Georges Biancone, avec l'aide de sa milice FO, séquestre des centaines de travailleurs immigrés. «Emprisonnés» sur place, loin de tout, ils sont isolés, pas informés, ce qui permet à Biancone de faire au dépend de ces travailleurs-esclaves, un des plus gros chiffre d'affaires de la région.

Mais depuis quelque temps, Biancone a un problème ; outre son usine de Pujaut (P.P.B. Provence), il a une filiale, le SAP Peyrolles ; et dans cette filiale, s'est créée en juin 1977 une section syndicale CFDT qui déposait le 1er décembre un cahier de revendications. Chose insupportable pour Biancone qui répond par le licenciement du délégué syndical.

Alors, depuis maintenant un mois et demi, les travailleurs de Peyrolles sont en grève illimitée pour exiger sa réintégration.

Et depuis, Biancone, fait travailler encore plus les travailleurs de Pujaut, pour compenser la perte due à la grève de la SAP et pour casser l'action

Les conditions de travail chez ce nouveau négrier

— Pour le travail : aucune sécurité, aucune hygiène, des horaires illégaux.

— Pour les conditions de vie : à Pujaut, les travailleurs sont logés à quatre dans des chambres de 15 m2, sans lumière et sombres, le «tout à l'égout» se vide de devant leur chambre, à même le sol, créant une mare puante devant leurs escaliers, et ceci pour un loyer de 510 F par mois et par chambre.

— Les salaires : ils ont tous le SMIC, mais pour plus de 10 heures de travail par jour !

Dans de telles conditions, les travailleurs de la SAP Peyrolles sont déterminés à s'unir à ceux de Pujaut et à se battre jusqu'à ce que soit réintégré leur camarade et satisfaites leurs revendications.

Travailleurs de la SAP et de P.P.B Provence, même patron même combat !

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

D'après un tract de la section et des UL CFDT d'Aix en Provence et d'Avignon.

COMMUNIQUE

Les travailleurs de S.A.P. Peyrolles, dont l'usine fait partie de P.P.B. Provence à Pujaut sont en greve depuis le 13 decembre 1977.

[illegible] M. Biancone licencie le delegue syndical CFDT.

Les travailleurs de la SAP Peyrolles, organises a la CFDT, revendiquent :

De meilleures conditions de travail, de logement.

Le respect du droit syndical et des conventions collectives.

La reintegration du delegue syndical CFDT.

M. Biancone, avec le soutien du syndicat FO dont le delegue syndical est son gendre (sic) maintient les travailleurs de l'usine de Pujaut dans un etat de servage et leur interdit toute communication avec l'exterieur et surtout avec les organisations syndicales qui defendent leurs interêts. Les travailleurs loges sur place dans des conditions deplorables(...) et au detri[illegible] de toutes les lois sur l'hygiene, la salubrite et la securite sont parques dans un chantier grillage.

Les travailleurs de la SAP Peyrolles ont essaye le 19 janvier d'avoir un contact humain avec leurs camarades de Pujaut. La direction avec l'aide de son syndicat FO a empeché cette rencontre en menaçant les personnes qui essayeraient de parler avec les travailleurs de SAP.

La CFDT appelle les travailleurs de Vaucluse et des environs a condamner les procedes de M. Biancone qui rappellent la politique de Furnon et ses soutiens de l'UFBS.

Les travailleurs CFDT de SAP Peyrolles
Le syndicat contructions Bois CFDT des B.du Rhône
Le syndicat construction Bois CFDT de Vaucluse
L'union departementale des Syndicats CFDT de Vaucluse

BATIMENT

Par beau ou mauvais temps sans sécurité

Je vous écris pour vous raconter les conditions de travail dans une petite entreprise bretonne du bâtiment, où les conditions de sécurité élémentaires ne sont pas respectées.

La boite comprend une quarantaine de travailleurs, la circulation des travailleurs est importante, le boulot est si dur qu'ils ne tiennent pas longtemps. Certains ne restent pas huit jours. Il n'y a bien sûr pas de syndicat et les syndiqués ne sont pas embauchés.

Le matériel est dans un état épouvantable. La grue est rouillée, les câbles limés sont changés au dernier moment. Il n'y a pas de masque pour travailler au marteau-piqueur alors que c'est obligatoire pour protéger le visage de la poussière. L'entretien des machines n'est jamais fait : «il n'y a pas le temps» (!)

Le résultat ? Les accidents du travail qui se succèdent sans arrêt. Dans un cas, il n'y avait pas d'échafaudage, dans un autre, l'ouvrier coulait un mur au béton quand ça gelait. C'est interdit. Le mur s'est effondré sur lui. Dans le 3e cas, un gars s'est retrouvé coincé dans une vieille bétonneuse hors d'état de marche ; les deux derniers accidents ont eu lieu il y a trois semaines, les travailleurs sont à l'hôpital.

L'inspecteur vient parfois il note sur son calepin, la plupart du temps rien ne change après — les amendes sont ridicules, quand le temps est trop mauvais, en principe on ne travaille pas, mais on reçoit «les intempéries» Ici, on bosse quand même et le patron empêche les intempéries ; quand ce n'est vraiment plus possible de travailler, ce n'est pas rare que le patron conserve les «intempéries».*

Quand il y a une maison à faire, l'essentiel c'est de la faire dans les temps, alors ça donne ceci : on commence à 7 h jusqu'à 12 h 30, reprise à 13 h jusqu'à 22h, reprise à 9 h le lendemain. Quand on est malade, on se fait engueuler car le boulot n'avance pas. Quand on refuse un ordre dangereux, on vous refile le boulot le plus dur.

Les travailleurs sont isolés par équipe de quatre, face à un patron qui est une véritable brute. Mais de plus en plus, ils se rendent compte qu'on se moque d'eux et refuseront bientôt de travailler dans de telles conditions.

(fait avec un ouvrier de la boite)

*«intempéries» : prime de travail par mauvais temps qui peut s'élever à 60 % du salaire de la journée.

Histoire économique des grands pays capitalistes

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age ; la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution antiféodale, la montée du capitalisme, la crise.
L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies :
Les Herbes sauvages — Paris 20e
La Force du Livre — Lyon 1er
et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

En Bref

Le CNPF contre les immigrés

Au cours de l'assemblée générale du CNPF qui s'est tenue le 17 janvier à Paris, Ambroise Roux, (PDG du trust CGE) a demandé la diminution du nombre des immigrés dans notre pays.

Après s'être félicité du résultat des mesures Stoléru, qui d'après lui *«ont eu pour conséquence de réduire à un solde positif très faible la balance de l'immigration en 1977»*, le PDG a estimé que limiter l'immigration ne suffisait pas.

Comparant le nombre des chômeurs et celui des immigrés, il en déduisait que pour réduire le chômage il suffisait de diminuer d'un million d'ici 1985 le nombre des travailleurs immigrés dans notre pays.

Les mesures Stoléru font partie de toute une politique raciste destinée à rendre les travailleurs immigrés responsables du chômage et à les chasser par tous les moyens. Plus que jamais, la lutte contre la politique raciste de la bourgeoisie est à l'ordre du jour.

Chasse aux sans-papiers

Dans une lettre ouverte les sans-papiers mauriciens (originaires de l'Ile Maurice) écrivent : *«Aucun travailleur mauricien sans-papier arrivé en France avant le premier janvier 1976 n'a reçu de titre de séjour et de travail en dépit des déclarations du ministre Stoléru...*

«Depuis le fin septembre, une cinquantaine de sans-papier mauriciens se sont présentés aux préfectures sur la foi des informations répandues par la grande presse et la télévision (qui leur faisait croire qu'ils pouvaient désormais faire régulariser leur situation NDLR) et se sont vus confisquer leurs passeports. Ils doivent se présenter avec un billet d'avion pour l'Ile Maurice. Certains, tel Sylvain Armel, l'un des 538 sans-papier, ont été conduits directement à l'aéroport, ne pouvant ni revoir leur famille, ni emporter leurs affaires.

«Des contrôles chez les employeurs ayant embauché des Mauriciens, relaient les contrôles du métro.»

Justice

«Des ficelles grossières»

Au cours d'une conférence de presse, le Syndicat de la Magistrature a dénoncé à propos de la prochaine comparution de Monique Guemann, membre du Syndicat de la Magistrature, devant la commission de discipline du parquet, l'utilisation de *«ficelles grossières»* dans la constitution du dossier disciplinaire. Il a affirmé que l'un des griefs faits à Mme Guemann est d'avoir critiqué une décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Il a ajouté que c'était *«une création complète»* des autorités de cette cour.

Le représentant du Syndicat a fait état d'actes du ministère de la Justice au cours de ces derniers mois, relevant *«d'une volonté claire de répression»*. Il a cité le refus d'accepter la candidature à l'école nationale de la Magistrature deux étudiants pour motifs purement politiques. Il a révélé la demande de renseignements formulée par le parquet au sujet du propos tenus par Maître Grumbach, pendant le congrès du Syndicat et les poursuites disciplinaires contre Maître Bismuth à Marseille.

Il a également dénoncé le contrôle systématique et la mise en fiche des personnes ayant assisté aux audiences publiques de la chambre d'accusation, ainsi que *«les visites subies par de nombreux cabinets d'avocats»*.

Monique Guemann comparaitra le 10 février devant la commission de discipline. Le syndicat de la Magistrature appelle ses adhérents à une journée d'action ce jour-là.

Monique Guemann est suspendue de ses fonctions pour avoir condamné en plein tribunal l'extradition de l'avocat allemand Klaus Croissant.

Le projet Gamin

Nos enfants fichés

Le 15 juillet était votée une loi visant, chez les enfants en bas âge, à la «détection d'anomalies, maladies, infirmités, notamment sensorielles ou motrices». Le décret d'application rendait obligatoire un examen médical des enfants au 8ème jour, 9ème et 24ème mois. Les parents devaient se soumettre à cette obligation sous peine de ne pouvoir toucher les prestations familiales.

Avant cette loi, le dépistage et des examens avaient déjà eu lieu aux mêmes dates. Ce que ce décret introduit de nouveau, c'est seulement le chantage aux prestations familiales et le fait que les résultats des examens soient traités par l'informatique.

En effet ces différents examens médicaux permettront désormais d'établir des certificats de santé qui seront (ou qui dans certains départements sont déjà) traités par l'informatique.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

N° 159 09 21 20538

INSCRIPTION "MATERNELLE"

Le but : repérer les «inadaptés» des l'enfance

Le certificat de santé se présente comme une fiche où peuvent être consigner toute une somme de renseignements médicaux et sociaux concernant les enfants et leur famille.

Depuis les marques superficielles sur la peau telles que l'angiome (boule de vaisseaux sanguins sous la peau) jusqu'à la débilité mentale, en passant par les déformations de l'appareil génital et les troubles du comportement, il est ainsi possible de dresser la personnalité médicale et psychologique et sociale de l'enfant. Ceci est-il nécessaire pour prévenir et soigner ? certainement pas. S'il est nécessaire de soigner un angiome important il n'est pas utile médicalement qu'il soit signalé sur une fiche qui sera regroupée avec des milliers d'autres fiches.

Le but d'un tel fichage est de repérer tout enfant présentant un «risque» ou une «inadaptation». Lorsqu'un tel enfant est ainsi repéré, il fait l'objet d'une fiche prioritaire qui le signale à une autorité centrale. Il doit ensuite subir la surveillance étroite et contrôlée d'une puéricultrice en cas de «risque» social.

Tout ceci ne remplace pas évidemment le rôle essentiel que tient déjà la famille et le médecin dans les soins à apporter aux enfants malades. La nouveauté, c'est la centralisation d'un certain nombre de renseignements sur l'enfant et sa famille et l'étroite surveillance qui s'exerce d'en haut sur eux.

Les critères du fichage prioritaire

Il y en a de deux sortes officiellement : les critères médicaux et les critères sociaux.

Les seconds sont tout à fait intéressants pour comprendre qui est visé par ce système : sont en effet considérés comme présentant un danger d'apparition de «risques», les ouvriers, les chômeurs, les personnels de service, les personnes non actives : étudiants et militaires, les mères célibataires, les concubins, les étrangers, les mères très jeunes ou âgées.

Ce sont donc là des catégories sociales qui à des titres divers ont à souffrir du système actuel et qui présentent donc inévitablement une «inadaptation» à ce système. Derrière donc une préoccupation médicale avouée, il y a aussi une préoccupation politique.

Qui est fiché ? des couches essentiellement populaires.

D'après des syndicalistes CFDT du secteur santé qui ont entrepris de lutter contre ce projet, ce dernier n'apporte strictement rien du point de vue médical. Le rôle de la famille et du médecin restent entiers, celui des travailleurs médicaux (puéricultrices) et sociaux (assistantes sociales) également. D'autre part, les renseignements consignés sur des fiches comportent de grandes lacunes ce qui en rend l'intérêt médical très faible. Par exemple. Une faible myopie ou une cécité irréversible seront indiquées de la même manière puisqu'il faut indiquer par oui ou non si l'intéressé présente des «troubles de la vision».

Fichage, surveillance répression

Ce projet particularise certaines familles et certains enfants en instaurant une sélection et un contrôle officiel et contraignant qui traumatise ceux qui doivent s'y soumettre. De plus les travailleurs médicaux et sociaux sont transformés en contrôleurs, voire même en flics.

Le seul «intérêt» du projet GAMIN est donc un fichage centralisé et systématique de certaines classes ou couches de la population.

Ce projet entre tout à fait dans le cadre du fichage centralisé de la population «du berceau à la tombe» que la bourgeoisie édifie patiemment depuis plusieurs années et dont les pièces viennent s'ajouter petit à petit les unes aux autres. Il y a eu le projet SAFARI, il y a aujourd'hui le projet GAMIN et les fichiers scolaires.

Comme nous l'avons dit des protestations commencent à se faire entendre chez ceux qui sont chargés d'appliquer de tels projets, aussi bien dans les secteurs de la santé ou social que chez les enseignants. Car le fichage systématique de certaines couches de la population constitue un grave danger sur les libertés individuelles.

Henri Mazereau

Note de lecture

«Le cinéma chinois»

(Tome 1-1905-1949)

De Régis Bergeron

«Les œuvres littéraires et artistiques, en tant que formes idéologiques, sont les produits du reflet dans le cerveau humain de la vie d'une société donnée.» Régis Bergeron ne pouvait mieux choisir en mettant cette citation de Mao Tsé-toung en exergue de son tome I du «Cinéma chinois», qui couvre la période 1905-1949.

Au début du siècle, on ne trouve en Chine que des films importés d'Occident. Puis, au contenu raciste de certaines de ces productions, vient s'ajouter l'iniquité du traité de Versailles*. Alors la coupe déborde, et profitant du mouvement de boycottage des films occidentaux, certains affairistes chinois créent une industrie du film. Régis Bergeron nous fait vivre la lutte incessante du cinéma chinois pour se dégager de cette gangue originelle.

D'opium visant à détourner le peuple de la lutte contre ses maîtres, on voit le cinéma échapper au contrôle de ceux qui l'ont fait naître. C'est d'abord la naissance du cinéma d'actualité, avec le documentaire sur le premier congrès du Kuomintang, et en 1925, le reportage sur l'affrontement entre la police et les étudiants dans la concession internationale de Changhai. C'est surtout la lutte incessante des cinéastes progressistes pour imposer les thèmes dont le peuple chinois a besoin dans la guerre qui l'oppose à l'impérialisme, au féodalisme et au capitalisme.

On voit ainsi comment on passe des mélodrames à caractère fataliste aux films populistes qui montrent la tristesse profonde du peuple, puis aux scénarios inspirés directement par la vie réelle des masses en mouvement : la guerre contre l'impérialisme japonais, la lutte des paysans pauvres contre les propriétaires fonciers, etc. Parallèlement, on assiste au développement de la répression contre l'aile gauche du cinéma : la censure d'abord sur les films de guerre et à caractère révolutionnaire, mais aussi les attentats fascistes contre les studios.

On découvre combien l'année 1936 fut capitale pour le cinéma chinois. La lutte entre la ligne impulsée par Mao et celle de Wang Ming* domina cette année-là les controverses dans les milieux intellectuels et artistiques. C'est là que se noua le grand débat qui devait rebondir lors de la révolution culturelle, et l'histoire de cette période est indispensable pour comprendre le sens des luttes récentes sur le front culturel et artistique.

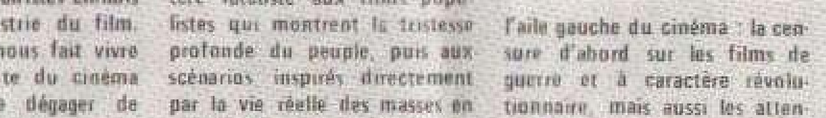
Au fur et à mesure que la révolution prend son essort nous voyons naître et grandir le cinéma de la nouvelle Chine. Nous découvrons ses premières productions : *«Yenan et la Huitième armée»* et *«Docteur Béthune»* qui furent tournés avec la caméra légère 16 mm que Joris Ivens laissa aux communistes chinois lors d'un reportage qu'il effectua en 1938. Ces films jouèrent un très grand rôle dans la mobilisation de la jeunesse.

6 films chinois à Paris

STUDIO SAINT-SEVERIN : 12, rue Saint-Séverin, 5e
- Le détachement féminin rouge (jours pairs)
- Le torrent de la révolution (jours impairs)

STUDIO DE LA HARPE, 13, rue Saint Séverin 5e
- Les pionniers (jours pairs)
- Les fleurs rouges de Tien-Chan (jours impairs)

OLYMPIC ENTREPOT, 7-9, rue de Pressense 14e
- L'Orient rouge (jours pairs)
- La bataille navale de 1894 (jours impairs)



« La grand'Route » (1934) avait pour héros des travailleurs : les constructeurs d'une voie militaire destinée à contribuer à la lutte contre les agresseurs impérialistes et dont le patriotisme était opposé à la trahison d'un propriétaire foncier, saboteur de la route en construction.

Un demi siècle de la vie du peuple chinois à travers son cinéma, c'est ce que vous découvrirez en lisant le livre de Régis Bergeron. En le refermant, on regrette seulement que le tome II ne soit pas achevé.

Henri BERTHAULT

*(1) Le Traité de Versailles cédait au Japon les privilèges autrefois acquis par l'Allemagne sur la province de Chantong.
*(2) Alors que Mao mettait en avant «l'indépendance et l'autonomie au sein du front uni» et le rôle dirigeant du parti, les anciens irréductibles «de gauche» toujours animés par Wang Ming, étaient prêts à subordonner le parti et l'armée à la direction du Kuomintang.

Un témoignage chaleureux, sincère et clairvoyant

Étienne Manac'h, diplomate de profession, après avoir dirigé, pendant neuf ans, la section d'Asie-Océanie du ministère des Affaires étrangères, est devenu ambassadeur de France à Pékin, auprès de la République populaire de Chine, de 1969 à 1975. Retraité depuis cette dernière date, il se consacre à l'écriture de ses « Mémoires », et vient d'en publier le premier volume, qui couvre la période allant du 10 septembre 1968 au 11 novembre 1969.

Disons d'emblée qu'il s'agit d'un recueil d'informations historiques d'une richesse de première main, présentées par un témoin irrécusable. Le lecteur reste d'ailleurs souvent sur sa faim, avivée par ce qu'il a déjà lu, quand l'auteur, contraint par le devoir de réserve inhérent à ses anciennes fonctions officielles, remplace la relation concrète de souvenirs qu'il conserve précieusement à l'intention d'une publication future, par une petite étoile mystérieuse, un simple astérisque.

Socialiste, admirateur sincère du général De Gaulle, Étienne Manac'h n'a pas une biographie qui le situe aux côtés, ni même dans le proche environnement de notre pensée et de notre activité marxistes-léninistes. Mais sa personnalité, fondée sur un solide bon-sens indissociable de qualités de cœur sans doute dues à la rudesse de ses origines de Breton, en ont fait l'ami sincère de nombreux représentants des peuples révolutionnaires d'Asie. Il ne cherche nullement à dissimuler son admiration personnelle aussi bien pour Ho Chi-minh que pour Chou En-lai, à la mémoire desquels est d'ailleurs dédié ce premier tome.

Il est bien évident que nous pouvons avoir des divergences avec certaines des appréciations, ou des idées qu'il exprime, mais sa manière et sa sincérité forcent notre considération. Cette remarque n'étant valable au demeurant que pour les différences, car souvent nous comprenons et adhérons pleinement à son point de vue. Ambassadeur de France, il dispose d'une longue expérience des relations officielles avec les Américains comme avec les Soviétiques, et sait lancer, à l'occasion quelques flèches acérées contre les uns et les autres, en s'appuyant sur des faits précis éloquents.

Une partie de ce premier volume concerne la conférence, réunie à Paris, entre nos camarades vietnamiens du Nord et du Sud d'une part, et les Américains flanqués de leurs marionnettes d'autre part. La seconde partie se déroule dans la capitale chinoise, à l'époque qui suivit immédiatement la tenue du IXe congrès du Parti communiste chinois, alors que Lin Piao et ses comparses n'étaient pas encore définitivement démasqués. Quelques réflexions concernant des attitudes de ressortissants chinois, jugées par un diplomate français du plus haut rang, pourraient nous irriter, mais sont largement compensées par les efforts délibérés et persévérants soutenus par Étienne Manac'h et son épouse pour mieux connaitre, et donc mieux comprendre, et finalement aimer ce peuple qu'ils approchent quotidiennement sans préjugé.

Fait qui mérite d'être souligné pour les Français, nous n'avons jamais trouvé trace dans ces écrits d'un quelconque esprit de supériorité, ni de quelque conduite de style paternaliste.

L'auteur n'est pas seulement diplomate, il est aussi homme de lettres au meilleur sens du terme, critique d'art et de théâtre, il n'oublie pas le moindre détail d'un tableau, d'un spectacle, d'un paysage et sait souvent en rehausser l'expression par un style de qualité. Parfois, il apporte un jugement extrêmement précis et juste. Après avoir rendu compte de pièces de théâtre à thèmes révolutionnaires contemporains, Étienne Manac'h note : *«... dans l'art nouveau de cette capitale, l'unisson national procède des voix les plus modestes, celles des ouvriers, des paysans et des soldats. Ce n'est pas le souffle individuel du courage qui meut le héros et le porte vers le peuple. Le héros est dans le peuple, il est le peuple, il devient image et miroir – idole – pour la nation».*

S'il défend avant tout les intérêts d'une France dominée par un État et un gouvernement bourgeois, ce livre ne peut dissimuler pour autant la forte impression ressentie par son auteur en présence de la Chine, du peuple chinois, des communistes chinois et de leurs principaux dirigeants. Nous devons rejeter tout sectarisme à son endroit, pour discerner, par-delà ce que nous pouvons contester, ce qui mérite notre intérêt et notre respect.

Les marxistes-léninistes ne doivent jamais rester insensibles à une manifestation concrète qui rejoint de près ou de loin, sous quelque forme que ce soit, y compris littéraire, leurs efforts pour aider à l'édification du Front uni mondial, que justifient les agissements hégémoniques des deux superpuissances. Le contenu historique de *«Mémoires d'Extrême-Asie»* ne peut qu'inciter concrètement à cette entreprise universelle indispensable.

Nous attendrons la publication du second tome avec impatience.

27 décembre 1977
Jacques Jurquet

«Mémoires d'Extrême-Asie» – La face cachée du monde – par Étienne Manac'h – Éditeur Fayard – 593 pages – L'exemplaire 65 F.

Notes de lecture

Mémoires d'extrême Asie

La face cachée du monde

par

Etienne Manac'h

A propos de la théorie du président Mao sur la division en 3 mondes

RASSEMBLER DES FORCES (3) SUPERIEURES A L'ENNEMI

Henri JOUR

Nous avons vu dans notre précédent article, que l'analyse matérialiste dialectique du monde actuel, l'analyse de classe à l'échelle internationale, est la base de la théorie de Mao Tsé-toung sur la division en trois mondes.

Un guide pour l'action

Ce serait enlever toute portée à l'analyse des trois mondes si on ne la réduisait qu'à un tableau du monde actuel. La théorie des trois mondes est un guide pour l'action sur le plan international, et en particulier, elle est la base sur laquelle peut être établi le front uni antihégémoniste le plus large.

Ici, il faut rappeler que Mao Tsé-toung a toujours accordé une très grande importance à la question du front uni aux différentes étapes de la révolution chinoise : Mao Tsé-toung a même souligné que le front uni révolutionnaire est, avec le parti et l'armée, une des trois armes pour remporter la victoire.

Dès 1924, il enseignait à l'institut paysan de Canton, sous une forme simple, l'importance de cette question : il dessinait une pyramide dont la base représentait les paysans, les ouvriers et la petite bourgeoisie ; au-dessus il plaçait la bourgeoisie nationale ; au-dessus encore la bourgeoisie bureaucratique, les propriétaires fonciers, les capitalistes bureaucrates et enfin, au sommet de la pyramide, dominant tout, les impérialistes étrangers.

Ainsi apparaissait-il immédiatement qu'ouvriers, paysans et petits-bourgeois représentaient le plus grand nombre, qu'ils avaient intérêt à s'unir, à gagner les forces intermédiaires (la bourgeoisie nationale), et à frapper la cible constituée par la poignée d'impérialistes, de propriétaires fonciers et de capitalistes bureaucratiques.

Sans la construction, aux différentes phases de la révolution chinoise, d'un front uni dans lequel le parti communiste conservait son indépendance et son autonomie, jamais la révolution chinoise n'aurait triomphé. Si le Parti communiste chinois subit des échecs graves en raison de la subordination du parti au front uni, en 1927, il faut également savoir qu'il subit d'autres échecs sous l'impulsion d'une ligne sectaire de « gauche ».

Mao Tsé-toung dut, d'ailleurs, mener une lutte très sérieuse contre les trotskistes et leur pression idéologique, à la veille de la guerre de résistance contre le Japon. Ceux-ci lançaient des attaques et des calomnies contre la politique de front-uni national antijaponais, suivie par le Parti communiste chinois. Ils prétendaient que c'était « chercher à former une coalition avec les bureaucrates, les politiciens, les seigneurs de guerre et même les bourreaux des masses populaires », que c'était « abandonner la position de classe », etc.

Avant même que la guerre d'agression ne soit déclenchée, en 1937, par les militaristes japonais, Mao Tsé-toung la prévoyait et préconisait, dès 1935, la constitution d'un large front uni national.

Comme le souligne l'article du « Renmin Ribao », dont nous parlons ici, Mao Tsé-toung dit alors : *« la tactique de la "porte close" est au contraire celle du splendide isolement. Elle fait fuir le poisson au plus profond des eaux et les moineaux au cœur des fourrés, aux applaudissements de l'ennemi ; elle repousse dans le camp ennemi ces millions et millions d'hommes, cette armée puissante ».* Cette critique du président Mao de la politique de « porte close » trouva un appui enthousiaste au sein du peuple chinois tout entier.

L'application par Mao Tsé-toung de la tactique du front uni correspondait pleinement à cette recommandation de Lénine :

« On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition EXPRESSE d'utiliser de la façon le plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre « fissure » entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fut-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme, ni EN GÉNÉRAL au socialisme scientifique contemporain » (« La maladie infantile du communisme »).

La pratique du front uni

Cette recommandation de Lénine, Mao Tsé-toung en a résumé l'esprit dans une formule simple : *s'unir à la grande majorité, gagner les forces intermédiaires, et attaquer l'ennemi.*

La grande majorité sur le plan international c'est le tiers monde qui représente l'écrasante majorité de la population mondiale et qui est victime de l'oppression et de l'exploitation surtout des deux superpuissances, mais aussi des pays impérialistes du second monde. C'est pourquoi l'union de la classe ouvrière et des peuples du tiers monde est si importante. La classe ouvrière doit pour jouer son indispensable rôle de noyau dirigeant, s'unir aux peuples du tiers monde et soutenir toutes les luttes qui frappent l'impérialisme et l'hégémonisme. A cet égard, l'article du Renmin Ribao rappelle ce que soulignait Mao Tsé-toung en 1940 dans «La Démocratie nouvelle». :

«Peu importe, chez les peuples opprimés, quelles classes, quels partis ou individus participent à la révolution, et peu importe qu'ils soient conscients ou non de ce que nous venons d'exposer, qu'ils le comprennent ou non, il suffit qu'ils s'opposent à l'impérialisme pour que leur révolution devienne une partie de la révolution mondiale socialiste prolétarienne et qu'ils en soient les alliés».

Mais cette union n'est pas une union aveugle. C'est une union qui ne peut se faire sans que la classe ouvrière et ses partis ne maintiennent leur indépendance et leur autonomie. Sans cela, on donnerait carte blanche aux réactionnaires et aux forces hésitantes des pays du tiers monde qui oppriment les peuples et répriment les révolutionnaires marxistes-léninistes : ce qui est nuisible à la révolution dans ces pays et aussi à la lutte mondiale contre l'hégémonisme et l'impérialisme. C'est pour cette raison par exemple, que les marxistes-léninistes de France soutiennent sans réserve leurs camarades tunisiens en lutte contre le régime antipopulaire du gouvernement de Bourguiba, même si certaines mesures du gouvernement de Bourguiba sont allées à l'encontre des intérêts hégémonistes des deux superpuissances.



Le camarade Chou En-lai à la conférence de Bandoung en 1956. 29 pays, conscients de la nécessité de s'unir contre l'impérialisme, y sont représentés. La Chine populaire y affirme son soutien au camp des peuples et nations opprimés ou dominés.

Cette orientation est celle que suivent tous les authentiques partis et organisations marxistes-léninistes de par le monde et en premier lieu le Parti communiste chinois. Mais ici, il est indispensable de saisir que si l'orientation est la même, les moyens dont disposent les différents partis à travers le monde diffèrent et en particulier un parti au pouvoir et un parti encore en lutte pour renverser ses classes exploiteuses ne disposent pas des mêmes moyens. Ainsi, le Parti communiste chinois dispose d'un État et les relations diplomatiques de l'État socialiste de Chine sont un instrument particulier de la lutte révolutionnaire. Elles servent considérablement le travail d'édification et de direction du front uni mondial antihégémoniste. Elles n'empêchent nullement au contraire le renforcement du soutien du parti communiste chinois aux organisations marxistes-léninistes même si ce soutien n'est pas toujours affiché à grands renforts de tambours et trompettes.

L'importance de l'indépendance et de l'autonomie des forces prolétariennes dans le front uni et l'importance des conditions concrètes d'activités de chaque parti est encore plus claire en Europe. Là, ce sont des capitalistes monopolistes, impérialistes qui sont au pouvoir. Ils oppriment et exploitent la classe ouvrière et le peuple et ils exploitent à des degrès divers des pays du tiers monde.

Il est pourtant capital de rallier les pays du second monde qui ont eux aussi intérêt à la lutte antihégémoniste. Aussi, le Parti communiste chinois soutient-il tous les efforts de ces pays pour s'unir dans la lutte contre les deux superpuissances notamment l'URSS, et défendre leur indépendance nationale menacée. En même temps, il précise la lutte contre les forces réactionnaires : «Il ne fait aucun doute que lorsqu'on affirme que le second monde est une force qui peut être ralliée dans la lutte contre l'hégémonisme, cela ne signifie nullement que l'on pourrait effacer les contradictions entre lui et le tiers monde ainsi que les contradictions de classe au sein des pays du second monde ; cela ne signifie nullement que l'on pourrait supprimer la lutte des pays et des peuples opprimés contre l'oppression et l'exploitation. Le monde ne peut progresser que dans la lutte, l'union ne peut se faire que dans la lutte. L'union vivra si on cherche à la faire par la lutte, elle périra si on la recherche par des concessions. Ce n'est qu'en combattant le capitulationnisme, la doctrine de l'apaisement et le néo-colonialisme en s'opposant aux assauts des forces réactionnaires contre les forces progressistes, que cette union, cette unité, pourront se réaliser et se renforcer graduellement».

Tel est dans ses grandes lignes le principe et la tactique du front uni révolutionnaire. Il est certain qu'en sachant l'appliquer aux conditions concrètes de leur pays, les partis marxistes-léninistes remporteront des succès.

L'Amour violé Film de Yannik Bellon

Le refus de «se taire»

En ce moment, passe sur les écrans un film d'une femme, Yannick Bellon : «L'amour violé». Ce film est l'histoire de ce que dans la presse bourgeoise on appelle un fait divers : le viol.

Nicole 25 ans, informière se fit enlever par quatre hommes qui la violent chacun à leur tour. Nicole veut d'abord mourir, puis oublier et enfin, malgré l'avis de son fiancé et de sa mère, porte plainte.

UN FILM QUI CONTRIBUE A LA LUTTE CONTRE LE VIOL

A l'heure actuelle, la lutte pour faire reconnaitre le viol comme un crime ne fait que commencer, quelques viols, avec de grandes difficultés, sont passés en cour d'assises et donc ont été jugés comme des crimes. Pour la première fois, un film est fait pour dénoncer ce crime qui est tu, caché , «oublié». Il montre que le viol ne doit pas être tu, ni accepté comme une fatalité, il montre que les blagues et les habitudes envers les femmes sont liées à son oppression : il participe donc à l'éducation des femmes et des hommes sur ce qu'est l'oppression de la femme dans notre société et de son aboutissement le plus horrible : le viol. De ce fait, il participe avec des moyens différents de la justice, à la lutte contre ce crime odieux, le viol.

De plus ce film même s'il ne va pas au dond des choses, est une peinture réaliste d'attitudes que nous rencontrons tous les jours et qui sont directement liées à la place de la femme dans la société. Les premières images du film nous montrent d'abord une petite fille déguisée en mariée, puis ensuite la mère de cette gosse, qui a eu un accident et est complètement angoissée d'être immobilisée : «Comment va-t-il se débrouiller avec les petits ?» , et pour finir, l'image d'une vieille femme qui se meurt, seule dans un hôpital. Ces images sur les différents aspects de la vie des femmes au cours des visites de Nicole (elle est infirmière à domicile) seront répétées.

Mais le film présente également un autre aspect de l'oppression de la femme : quand celle-ci n'est considérée que comme objet sexuel. C'est à dire la urague dans les rues, le bus, au travail, les «bonnes blagues», etc.

Dans ce film, sont montrées également les réactions à propos du viol. La mère de Nicole lui conseille de se taire : «*Ces histoires-là doivent rester entre nous*», «*Tu ne pourras rien changer*». Le fiancé, outre qu'il est blessé dans son orgueil, «*un cocu avec une violée*», se pose également des question : à quoi va servir la plainte ? «*Ils vont aller en prison, ils en ressortent encore plus démolis, ils vont retomber dans cette société pourrie.*»

Ce film est dans l'ensemble principalement positif, par sa description de la réalité, par l'éducation qu'il donne aux hommes et aux femmes sur l'oppression de la femme, par le fait qu'il pousse à la révolte.

Il présente un cas parmi d'autres, de ceux dont on parle souvent à la radio et à la télé. Mais nous savons qu'il existe aussi d'autres cas de viol, tout aussi horribles mais plus camouflés : par exemple quand un patron oblige une de ses employées à coucher avec lui en la menacant de licenciement si elle refuse.

LE RESPONSABLE DU VIOL, C'EST LE CAPITALISME

Le film donne une bonne description de la réalité ainsi, lors d''une exposition d'enfants, on voit clairement la situation de la femme dans la famille (à la cuisine). A l'armée, on voit les gradés engueuler les soldats en leur disant : «*Vous êtes des hommes, pas des gonzesses.*»

Toutefois, le film, s'il montre bien le rôle de l'éducation, de l'armée, de la famille, ne montre pas le pourquoi de tout cela , il n'accuse pas explicitement le principal responsable, celui qui a intérêt à ce que les femmes restent à la place qu'il leur donne dans sa société, parce que là où elles sont, il peut les exploiter «en tirer des profits, les remettre au foyer quand il est en crise. Celui qui fait acheter les femmes et fait acheter grâce à l'exploitation de corps. Celui qui distille et entretient toutes sortes d'idées fausses sur ce que sont et subissent les femmes, c'est à dire le système capitaliste. Elles sont de plus en plus nombreuses celles qui ne se trompent pas de cible.

Mais la lutte sera longue. C'est une oppression qui existe depuis des dizaines de siècles que les femmes ont à combattre.

N.M

Dans ce regard toute la révolte de la femme violée, humiliée.



Proxénètes votez PCF !

L'« Humanité dimanche » du 28 décembre dernier consacre un article au spectacle de strip-tease « éblouissant » du Crazy-Horse, article digne des plus réactionnaires défenseurs de la « supériorité de l'homme » et de la femme pur objet de plaisir, qui atteint le sommet de l'ignoble.

Photos à l'appui, l'auteur vante « *le galbe miraculeux d'une hanche, la courbe d'un sein, une bouche à la Joan Crawford* » devant lesquels il a ressenti « *un ravissement sans mélange* ». Il s'extasie devant « *l'écurie* » des vingt-deux strip-teaseuses « *recrutées de par le monde* », Polly la Noire et Kiki la Malgache, entre autres. Il évoque, avec un enthousiasme non déguisé, « *les quinze girls nues, intégralement nues* », ou « *gainées jusqu'en haut des cuisses de bas rouges et de noir bottées, quinze paires de jambes irréprochables* ». Il s'émerveille devant la « *chorégraphie* » de ces corps.

Mais attention, prétend-il, il ne s'agit pas ici d'érotisme puisque « *l'esthétique et l'éthique du Crazy Horse sollicitent notre émoi ancestral devant la nudité, pas le désir* ». Il s'agit d'art, voyez-vous, « *tout en cérébralité* ».

Et l'auteur ose écrire que Bertold Brecht, le peintre de cet admirable portrait de femme prolétaire dans « La mère », qui rejoint la lutte de son fils pour la révolution, avec une ardeur, un dévouement, un esprit de sacrifice sans limite, Brecht donc « *aurait aimé le Crazy* ».

Que la femme soit traitée ici comme pur objet sous prétexte d'art, l'auteur ne s'en cache pas devant les lectrices dont il craint la colère, mais il les appelle à accepter cette condition de femme-poupée en n'hésitant pas à user d'une abjecte ironie vis-à-vis de leur lutte. « *Lectrices, point d'alarme à cet éloge sans fard*, écrit-il. *Femme-poupée, commerce du corps, on sait votre légitime procès. Mais aussi que le monde réel s'accommode mal de slogans à l'emporte-pièce* ». Voilà donc ce que représente la lutte des femmes pour le PCF, « *des slogans à l'emporte-pièce* ».

« *La dialectique contre le galbe parfait d'une jambe est inopérante* », poursuit « L'Humanité dimanche ».

Et puis quelle ambiance dans la salle ! On nage dans la « *respectabilité* ». « *Architecture de métal, sobre luxe de moquettes, intimité des cent-quatre-vingt places. On est entre soi : couples cossus et affairistes japonais* ». Certes, il s'agit bien là d'une compagnie digne des révisionnistes, il ne saurait mieux dire.

Un parti qui n'a que faire de la dignité des femmes

Quant à la condition d'exploitation des femmes, obligées de vendre leur corps pour survivre dans la société capitaliste, pour l'« Humanité dimanche », elle est tout ce qu'il y a de plus enviable. Le « *patron de l'écurie* », M. Alain Bernardin, les paye bien, prétend l'auteur, et mieux, les incite à faire des économies ! Et puis, quand après cinq ans de profession « *la ride pointe à la commissure des lèvres, quand la bascule accuse le centimètre rédhibitoire* », bref quand la femme-objet n'est plus « *désirable* », donc plus rentable, il lui suffit d'« *épouser un compte en banque* ». N'est-ce pas là un merveilleux avenir ? La liberté de la femme, sa dignité, le PCF n'en a que faire.

On se doute qu'après un tel éloge de l'exploitation de la femme, qu'après cet hymne à la femme-objet, le PCF ne bougera pas d'un pouce dans la lutte pour sa libération. Mais l'« Humanité dimanche » tient à rassurer explicitement M. Bernardin : « *Si la gauche nous ferme*, déclare ce monsieur, *je remonterai un show aux Etats-Unis* ». « *Qu'il se rassure*, s'empresse d'écrire l'auteur, *le Programme commun ne stipule rien de tel. Qui ici préconise un socialisme aux couleurs de l'ennui ?* ».

Tenanciers de maisons closes et proxénètes en tout genre, soyez sans crainte, le PCF est là pour vous défendre.

Voyez donc, camarades femmes, ce que vous représentez aux yeux du PCF. Prenez conscience que s'ils parviennent au pouvoir, ces messieurs vous maintiendront dans le mépris et l'exploitation auxquels vous êtes soumises en régime capitaliste, que, pour vous non plus rien ne sera changé.

Votre lutte passe nécessairement par la dénonciation du PCF, c'est aux côtés de la classe ouvrière et des vrais marxistes-léninistes que vous devez combattre.

Pierre DELAUBE

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraitra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement *pris entre le 15 janvier et le 15 mars.*

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	10 5 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

JUIN 1940

Les leçons de Dunkerque



En décembre dernier, l'agence Chine nouvelle publiait un reportage d'un de ses correspondants en France, Tchen Ki. Celui-ci s'est rendu à Dunkerque, ville martyre de la Seconde Guerre mondiale, et a recueilli les témoignages de nombreux habitants et résistants qui ont participé à la lutte antinazie à cette époque. Nous publions ci-dessous les principaux extraits de ce reportage dont les leçons sont toujours actuelles à l'heure où Brejnev masse ses armées aux frontières de l'Europe.

Dunkerque se tient sur la côte Nord de la France comme un monument évoquant une leçon historique inoubliable apprise par les peuples européens pendant la Seconde Guerre mondiale.

Dunkerque est aujourd'hui le troisième port commercial français. Il fut dévasté à plusieurs reprises durant des guerres, mais c'est durant la Seconde Guerre mondiale qu'il fut le plus sérieusement endommagé, ce dont les traces sont encore visibles de nos jours. Des blockhaus allemands en ruines sont dispersés ça et là le long de la plage. Il arrive que des nageurs repêchent des armes datant de la guerre. Les promeneurs doivent aussi prendre garde aux bombes nazies qui n'ont pas explosé, enfouies dans les dunes ou les broussailles. A Malo-les-Bains se dresse un monument impressionnant au pied duquel sont déposées des couronnes de fleurs à la mémoire des soldats des forces françaises et alliées qui sont tombées dans la bataille de Dunkerque.

L'évacuation de Dunkerque a causé de sérieuses pertes et imposé d'énormes sacrifices à la France et à son peuple.

Serge Blanckaert, reporter à «La Voix du Nord» et auteur de «L'Infernale Bataille de Dunkerque (mai-juin 1940)», rappela que deux ans à peine après la signature de l'accord de Munich, le 10 mai 1940, Hitler prit à l'improviste la Grande-Bretagne et la France et déclencha son offensive stratégique sur le front occidental. Au lieu d'attaquer la ligne Maginot en France, les troupes hitlériennes foncèrent sur les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, et, ayant fait une brèche en Belgique, pays neutre, elles marchèrent sur le nord de la France où les troupes britanniques et françaises durent se précipiter en toute hâte. En même temps, Hitler envoya secrètement des troupes traverser la Belgique pour s'emparer de Sedan. Faisant mouvement vers le Sud, les troupes allemandes prirent rapidement Abbeville et encerclèrent les troupes françaises et les forces expéditionnaires britanniques à Dunkerque, lesquelles, bien que mieux équipées, ne disposaient que d'une issue pour s'échapper, la route maritime...

Avant que Dunkerque ne tombe aux mains de l'Allemagne, le 4 juin 1940, 340 000 soldats britanniques et français furent évacués en moins de deux semaines. Mais des centaines de milliers de tonnes d'armes, de munitions et d'équipements furent abandonnées, sur la plage ou dans la ville.

Lors des attaques lancées par Hitler contre les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et Dunkerque, 370 000 militaires français au total furent tués, blessés, portés disparus ou faits prisonniers.

Après l'évacuation de Dunkerque, 120 divisions allemandes, avec un grand nombre de tanks, lancèrent une puissante attaque contre la France et prirent Paris le 14 juin, dix jours seulement après la chute de Dunkerque.

La vieille génération de Dunkerquois sait le prix que la France a dû payer pour la politique d'apaisement appliquée par Chamberlain et Daladier. Un tiers des 96 000 habitants que comptait la ville a survécu, et chaque famille a subi de graves pertes durant l'évacuation massive...

Victime de la politique d'apaisement de Chamberlain et de Daladier, et de l'évacuation tragique de Dunkerque, le peuple français ne permettra jamais que ne se renouvellent les événements des années 30. Face aux réalités d'aujourd'hui et préoccupés du sérieux danger que fait courir la politique d'apaisement, beaucoup de gens se prononcent contre toute attitude d'indifférence à l'égard de la défense et de l'indépendance de la France.